



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2617
28 septembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Hôpitaux, Ehpad, école...



La société malade du capitalisme

SERGÉ D'IGNAZIO

Retraites, impôts...
Le gouvernement
à l'offensive

Page 3

Brexit
Crise politique et
attaques patronales

Page 10

SNCF
La partie n'est
pas terminée

Page 14

Hôpitaux, Ehpad, éducation... la société malade du capitalisme

Tout le week-end des 22 et 23 septembre, le monde du sport s'est mobilisé contre la volonté du gouvernement de réduire de 6 % le budget du ministère des Sports. Une telle baisse aura de nombreuses conséquences : 1 600 postes, soit la moitié des effectifs du ministère, sont menacés ; des équipements ne seront pas renouvelés, certaines installations sportives seront ouvertes moins longtemps faute de personnel ; le fonctionnement de nombreux clubs amateurs sera rendu plus difficile. « *On met de l'argent uniquement là où on pourra avoir des médailles. On arrête le financement du sport pour tous* », ont dénoncé à juste titre de nombreux sportifs.

Brutale et néfaste, la politique du gouvernement l'est dans les domaines les plus essentiels de la vie sociale. Dans l'éducation, le gouvernement se prépare à réduire les effectifs. Ce sont finalement 3 600 postes qui doivent être supprimés, toutes catégories confondues.

Ces suppressions toucheront les collèges et les lycées, alors que 40 000 élèves supplémentaires sont attendus chaque année jusqu'en 2021, d'après les chiffres officiels du ministère. Le gouvernement sacrifie sciemment l'éducation des générations à venir et cela frappera d'abord les enfants des classes populaires.

En présentant le plan Santé, il y a quelques jours, Macron a osé déclarer : « *Notre système ne souffre pas d'un manque de moyens* ». Dans les Ehpad, les hôpitaux publics et dans le secteur de la psychiatrie, la situation est dramatique, dénoncée ces derniers mois par de nombreuses mobilisations du personnel. Dans les hôpitaux, des patients doivent attendre sur des brancards dans des couloirs, faute de lits disponibles. Partout, les effectifs et les moyens matériels sont insuffisants. Dans les Ehpad, le personnel n'a pas le temps de s'occuper comme il faudrait des anciens, pendant que les maisons de retraite privées engrangent des bénéfices par millions.

Depuis des années, les gouvernements successifs n'ont cessé de soumettre les établissements de santé à la diète budgétaire. En obligeant les hôpitaux à s'endetter, ils les ont livrés aux banquiers qui peuvent ainsi détourner à leur profit des sommes qui devraient être consacrées à soigner les patients.

Avec un plan Santé qui prévoit des réorganisations sans

accroître les moyens financiers, le gouvernement actuel poursuit la même politique que ses prédécesseurs, avec les mêmes conséquences désastreuses.

L'accès aux soins et à l'éducation devrait constituer une priorité car il s'agit de besoins parmi les plus élémentaires. C'est non seulement essentiel mais l'avenir de la société en dépend. Le fait que ces besoins soient de plus en plus négligés montre à quel point le système capitaliste est devenu parasitaire et destructeur.

Dans cette période de crise où les marchés stagnent du fait du chômage de masse et de la montée de la pauvreté, les capitalistes se tournent de plus en plus vers la finance pour continuer de réaliser des gains élevés. Ce parasitisme de la finance s'exerce sur toute l'économie et, par là même, sur toute la société, imposant sa logique du profit le plus rapide possible. Elle pèse aussi sur les États qui consacrent une part croissante de leur budget au remboursement de la dette, au détriment des services publics les plus utiles à la population.

Ici, en France, après Sarkozy et Hollande, c'est au tour de Macron de servir les intérêts des magnats de l'industrie et de la finance, des Arnault, Bouygues, Dassault, Peugeot, etc. Pour satisfaire leurs appétits, Macron ne mégote pas et leur accorde des milliards en cadeaux fiscaux et subventions de toutes sortes. Comme ses prédécesseurs, Macron applique la politique antiouvrière que le grand capital exige des gouvernements dans tous les pays.

Pour que la bourgeoisie puisse afficher une prospérité insolente, des millions de travailleurs subissent l'aggravation de l'exploitation, le chômage et des conditions de vie de plus en plus précaires. Mais c'est toute la société qui en paye le prix par une dégradation générale de la vie sociale... en attendant la prochaine catastrophe financière qui menace d'une crise pire qu'en 2008.

Empêcher ce système irrationnel et incontrôlable d'entraîner toute la société dans sa faillite est une nécessité. La seule classe sociale qui a la force de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'exproprier le grand capital est la classe des exploités. Il n'y a pas d'autres remèdes pour sauver la société malade du capitalisme.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Retraites : attaques en série	3
Indemnités chômage : le gouvernement à l'offensive	3
La dette de l'Unédic : un déficit créé par l'État	3
Impôts et budget 2019 : cadeaux pour les patrons	4
Travailler plus... pour travailler plus	4
Des aides au patronat à fonds perdus	4
	
Ce sont les travailleurs qui payent	4
Le 9 octobre : en grève et dans la rue	5



Sécurité sociale en équilibre : à coups de hache	5
Baisse des contrats aidés : une attaque de plus	5
Loi sur le logement : pour les propriétaires et les patrons du BTP	6
Derrière les mesures contre les marchands de sommeil	6
La Réunion : la bourgeoisie dans l'arène	6
Exit tax : l'ombre d'un impôt	11
Lycée professionnel : une réforme inacceptable	11



La casse de la prime à la casse	11
Lycée Gustave-Monod - Enghien : la goutte de trop	11
Coupes budgétaires : le monde du sport en colère	16
	
Zemmour à la télé : propos de caniveau	16
Harkis : tardive aumône	16

DANS LE MONDE

Turquie : travailleuses licenciées de Flormar en lutte	8
Aquarius : l'acharnement des gouvernements européens	8
Inde : scandales en Rafale	8
Portugal : manifestations contre la spéculation immobilière	8
Yemen, catastrophe humanitaire : les grandes puissances responsables	9
Iran : les effets de l'embargo américain	9
	
Grande-Bretagne : Brexit et borbier politicien	10
GB : Face aux patrons qui fourbissent leurs armes, la classe ouvrière doit se renforcer	10
Maroc : la marine tue une migrante	16

DANS LES ENTREPRISES

Hôpitaux psychiatriques	12
Lactalis - Craon	12
Viskase - Thaon-les-Vosges	12
Ford - Blanquefort	13
Fonderies du Poitou Ingrandes	13
Renault - Sandouville	13
SNCF	14
	
Casino	15
Hypermarché Cora - Pacé	15

LUTTE OUVRIÈRE

Rencontres LO-NPA : des discussions et une vraie divergence	7
Agenda : les fêtes de Lutte ouvrière	3
Nos lecteurs écrivent	6
29 septembre, la fête de la Commune de Paris	6

Retraites : attaques en série

Après une série de ponctions au porte-monnaie des retraités, l'attaque généralisée contre le système des retraites se profile. Les syndicats sont convoqués le 10 octobre pour entendre les propositions gouvernementales. Ils auront quelques semaines pour les accepter, faute de quoi le gouvernement se passera de leur avis et mettra en route sa réforme par décret.

Entre-temps le gouvernement, le patronat et leurs moyens d'information mènent campagne pour présenter les travailleurs retraités comme des nantis, des égoïstes, des gens qui ont profité de la vie alors que tout allait bien et qui refusent maintenant d'être solidaires des jeunes générations qui souffrent. Ainsi l'augmentation de la CSG payée par les retraités et le quasi-blocage de leurs

pensions serviraient, prétendent-ils, à aider les 18-25 ans sans formation, sans emploi et sans secours.

Ces gens mentent sans vergogne. Ils savent pertinemment que l'argent volé aux travailleurs, y compris aux travailleurs retraités, va par mille canaux dans les coffres des capitalistes. Les reculs imposés aux différentes catégories du monde du travail depuis des années ont bénéficié aux seuls



possédants.

Les discours intéressés sur l'équilibre des caisses de retraite parlent de tout, de l'augmentation de l'espérance de vie, du chômage de masse permanent, des régimes spéciaux, de l'entrée tardive dans le monde du travail, de la complexité des carrières, de tout, sauf d'une chose : l'explosion des profits patronaux, fondée sur l'exploitation croissante des travailleurs.

Les attaques passées, présentes et futures, contre les retraites sont un volet de l'attaque générale contre le monde du travail. Les patrons sont directement

responsables du déséquilibre des caisses de retraite puisqu'ils sont responsables de la diminution des cotisations entraînée par le chômage, le blocage des salaires, la précarité généralisée. Ils en sont également responsables en tant que bénéficiaires des exonérations de cotisations, rarement et mal compensées par l'État. Et ils comptent gagner encore grâce à la réforme des retraites qui s'annonce.

Les mesures prises successivement par tous les gouvernements, depuis 1987 et le premier rapport préconisant l'allongement de la durée de cotisation, font que les

travailleurs partent de plus en plus tard, avec une retraite diminuée, même ceux, de plus en plus rares, qui n'ont pas subi de périodes de chômage. Des millions de travailleurs retraités doivent se débrouiller avec moins de 1200 euros par mois et souvent beaucoup moins.

Il aura fallu deux siècles de luttes pour que, à partir des années 1960, une fraction des travailleurs d'un pays riche comme la France commence à pouvoir vivre dignement. Le capitalisme pourrissant n'aura pas maintenu cette possibilité bien longtemps.

Paul Galois

Indemnités chômage : le gouvernement à l'offensive

Les organisations syndicales et patronales gestionnaires de l'Unédic, l'organisme de l'assurance chômage, ont été réunies au ministère du Travail vendredi 21 septembre et ont reçu la feuille de route du gouvernement pour réformer les modalités d'indemnités du chômage. Les représentants du patronat et des syndicats ont quatre mois pour trouver un accord qui recevra ensuite l'aval ou les corrections du gouvernement.

Le gouvernement laisse volontiers se jouer la comédie du dialogue social dont le dénouement ne fait pas de doute : il sera favorable au patronat, décidé à déboursier le moins possible pour les travailleurs qu'il condamne au chômage. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, exige d'ailleurs que l'Unédic fasse entre 1 et 1,3 milliard d'euros d'économies par an pendant trois ans. La diminution des indemnités, leur dégressivité ou un raccourcissement de leur durée sont à nouveau à l'ordre du jour alors que sous la présidence Sarkozy ou celle de Hollande

les allocations chômage avaient été déjà dégradées. Le chômage n'a par contre jamais diminué. Bien au contraire, entre 2008 et 2017,

il est passé de 3 à 6 millions.

Depuis août, le gouvernement annonce qu'il faudra de nouveau faire des économies sur les allocations chômage et laisse entendre que leur diminution incitera les chômeurs à trouver du travail. C'est la philosophie de Macron résumée par la formule « il y a qu'à traverser la rue pour trouver du travail ». Si on est au chômage, c'est qu'on le veut bien, assènent en substance Macron et ses ministres.

Au premier froncement de sourcil du patronat à l'idée d'une taxe sur les contrats courts, le gouvernement a vite remballé cette idée. Pénicaud prétend maintenant « lutter pour l'emploi durable » en ciblant les indemnités que touchent les travailleurs en contrat court, entre deux périodes de travail.

Comme si les travailleurs précaires l'étaient par choix, alors que la majorité des emplois proposés sont en CDD

ou en intérim !

Le gouvernement lance une énième offensive contre les chômeurs. L'aggravation de leur situation est donc annoncée, quelle que soit l'issue des discussions entre syndicats et patronats à l'Unédic.

C'est un des fronts de la guerre totale qu'il mène aux travailleurs pour laisser au patronat une part toujours plus grande des richesses.

Boris Savin

La dette de l'Unédic : un déficit créé par l'État

C'est sous prétexte d'une dette de 35 milliards d'euros de l'Unédic, l'organisme qui verse les allocations aux chômeurs, que le gouvernement entend donner un sérieux coup de rabet aux assurances chômage.

Pourtant, actuellement,

le régime de l'assurance chômage est à peu près équilibré : autant de rentrées de cotisations que de dépenses en allocations.

Seulement depuis 2008 que l'ex-ANPE s'est transformée en Pôle emploi, c'est l'Unédic qui finance aux deux tiers Pôle emploi

chargé de l'accueil, de l'orientation et du contrôle des chômeurs.

Et ce n'est pas donné : pour l'année 2016, cela représentait 3,3 milliards d'euros au détriment de l'Unédic.

En une dizaine d'années, depuis 2008, on

aboutit environ aux 35 milliards de déficit.

Déficit largement dû à l'État qui ne finance pas ce qu'il devrait, et qui prend prétexte du déficit, créé par lui, pour restreindre les allocations chômage...

André Victor

AGENDA

Toulouse

29 septembre à partir de 18 heures et dimanche

30 septembre de 11 heures à 18 heures
Parc des expositions
Dimanche à 15 heures
Nathalie Arthaud

Rennes

29 septembre à partir de 15 heures
Centre social Carrefour 18
À 18h30 Nathalie Arthaud

Les fêtes de Lutte ouvrière

Tours

Samedi 6 octobre à partir de 14 h 30
Salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps
À 19 heures
Nathalie Arthaud

Besançon

Samedi 6 octobre à partir de 15 heures
Salle de la Malcombe, avenue
François Mitterrand

Grenoble

Samedi 13 octobre à partir de 15 heures
Salle des fêtes d'Échirolles

Lille

Samedi 13 octobre à partir de 15 heures
Espace Concorde, rue Carpeaux
Villeneuve-d'Ascq
À 19 heures
Nathalie Arthaud

Orléans

Samedi 13 octobre à partir de 14 h 30
Salle des Bicharderies
ZA des Bicharderies,
Fleury-les-Aubrais

Strasbourg

Dimanche 14 octobre à partir de 11 h 30
Centre socio-culturel de l'ARES,
10, rue d'Ankara



Le Mans

Samedi 20 octobre à partir de 17 heures
Salle Pierre Guédou
À 20 h 30
Nathalie Arthaud

Impôts et budget 2019 : cadeaux pour les patrons

À propos du budget 2019, le gouvernement a annoncé ces derniers jours quelques mesures manifestement censées atténuer le mécontentement accumulé ces derniers mois.

Il prétend préparer une diminution de six milliards d'euros des impôts qui pèsent sur les ménages. C'est un tour de passe-passe car ce montant est obtenu en additionnant des mesures presque toutes déjà prévues, et qui pour certaines prennent effet en 2019 parce qu'il en a repoussé la mise en place. C'est le cas de la suppression de la taxe d'habitation pour

une partie des foyers, de la baisse des cotisations sociales sur les salaires, dont la plus grosse partie ne fait que compenser la hausse de la CSG pour les salariés, ou encore de l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires...

La seule nouveauté est une modification des règles d'application de la hausse de la CSG qui devrait permettre à 300 000 retraités

d'y échapper. Mais c'est une mesure toute symbolique, puisqu'elle ne concernera qu'environ un retraité sur 23 parmi les quelque sept millions qui ont vu leur pension diminuer depuis janvier 2018.

Mais surtout, le gouvernement néglige dans son annonce les mesures non fiscales qui pèseront sur les classes populaires, comme la baisse des APL et la désindexation des retraites et des prestations familiales de l'inflation, ce qui leur fera perdre un demi mois de retraite sur l'année.



En revanche, et sans surprise, le gouvernement n'a pas besoin de tour de passe-passe pour épater les patrons: le montant des

cadeaux fiscaux directs prévus dans son budget 2019 pour les entreprises frise les 19 milliards.

Nicolas Carl

Travailler plus pour... travailler plus

Le gouvernement a inscrit dans le budget 2019, l'exonération des heures supplémentaires de cotisations sociales, à partir du 1^{er} janvier 2019, en la présentant comme une augmentation du pouvoir d'achat.

En fait, les cotisations sociales étant du salaire différé, ce que les travailleurs gagnent d'un côté, ils le perdent de l'autre. Mais le gouvernement espère regagner un peu de popularité avec ce leurre tout en mettant en place une mesure qui sert les patrons, pas les travailleurs.

Macron reprend la méthode de Sarkozy qui consiste à affirmer que si les travailleurs veulent gagner plus, ils doivent travailler plus. Cela revient à faire des questions de salaire des problèmes individuels. C'est une des façons de remettre en cause les augmentations de salaires collectives, alors que les profits des capitalistes sont à des niveaux insolents et le niveau des salaires extrêmement bas. Ce sont les patrons qui décident du temps de travail, de distribuer ou pas des heures supplémentaires selon leurs besoins. Plus les salaires sont bas, plus ces heures représentent un moyen de pression et de

chantage contre les travailleurs. Et donc, plus les patrons peuvent recourir à des heures supplémentaires, plus ils peuvent maintenir les salaires bas. Ces heures supplémentaires sont une arme dans les mains des seuls employeurs.

En même temps, le recours aux heures supplémentaires, qui coûte bien moins cher aux patrons que les embauches, est un moyen pour eux d'accroître l'exploitation. Faire travailler plus, sans augmenter les effectifs et à moindre coût, puisqu'ils bénéficient en plus d'exonérations de charges pour les bas salaires, est un des mille moyens de faire plus de profits sur le dos des travailleurs.

Et ainsi, d'année en année, le chômage augmente, le temps de travail de ceux qui ont un emploi augmente, les profits augmentent... et les salaires, heures supplémentaires comprises, stagnent.

Marion Ajar



Des aides au patronat à fonds perdus

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, a justifié l'ampleur des cadeaux aux entreprises en disant que « ce sont elles qui créent le travail ».

En 2019, les patrons économiseront 20 milliards grâce aux nouvelles mesures fiscales, sans compter les autres sources de financements publics. Le ministre assure que « le CICE va être transformé en baisse de charges, en subventions, c'est la garantie que ça aille aux salariés, à l'embauche ». Sauf que le lien entre les aides au patronat

et les emplois n'est même pas confirmé par les études officielles.

Selon l'OFCE, l'Observatoire français des conjonctures économiques et France Stratégie, le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE) institué par le gouvernement Hollande, ainsi que d'autres aides comprises dans le Pacte responsabilité ont représenté

51,9 milliards d'euros en 2017, soit à peu près l'équivalent du budget de l'Éducation nationale qui est le premier budget de dépenses. Tous ces milliards n'ont permis de créer ou de sauvegarder que 145 000 à 339 000 emplois entre 2013 et 2015. Les aides ont servi en réalité à améliorer les profits des entreprises.

Ce n'est pas nouveau! Et bien d'autres ministres ont précédé Darmanin dans le rôle de baratineur officiel, chargé de faire passer des vessies pour des lanternes.

Inès Rabah

Ce sont les travailleurs qui payent

Lundi 24 et mardi 25, septembre les ministres sont allés vendre leur projet de budget pour 2019 à la télévision et à la radio.

Exercice difficile, car il leur était demandé de nier la réalité, à savoir la mise en place d'un budget de guerre aux classes populaires et de cadeaux au grand patronat et aux classes riches.

Certes, ce n'est pas une nouveauté, mais c'est en tout cas une continuité, qui aggrave chaque année encore plus les conditions d'existence de millions de travailleurs, retraités et chômeurs.

Si les patrons gémissent par principe sur le « poids de l'impôt », tandis que les gouvernements successifs expliquent que l'allègement des taxes aux entreprises est l'antidote du chômage, la réalité reste que l'impôt pèse avant tout sur les classes laborieuses.

Pour 2018, l'impôt payé en totalité par la classe travailleuse, qui n'exploite personne, consiste d'une part en TVA, payée sur tout ce qu'on achète, qu'on soit



SDF, chômeur, retraité à 700 euros par mois ou milliardaire, pour un total de 152,8 milliards.

D'autre part, la taxe sur la consommation des produits énergétiques, essence, gasoil, gaz domestique, payée par les particuliers pour leurs déplacements ou le chauffage de leur maison rapporte 13,3 milliards d'euros.

Ainsi, 166,1 milliards d'impôts indirects, 55 % des recettes, reposent sur l'ensemble des classes populaires, quelles que soient leurs ressources, salaire, pension ou indemnités.

Vient ensuite l'impôt sur le revenu, qui n'est certes pas payé par les plus pauvres, mais qui repose pour l'essentiel sur les salariés ou retraités qui, loin d'être des riches ou des privilégiés, ont un salaire

ou une retraite supérieure à 1300 euros par mois. Le montant devrait en être de 72,7 milliards d'euros.

Du côté du patronat, l'impôt sur les sociétés n'est calculé que sur les bénéfices déclarés des patrons, après soustraction de tous les dégrèvements accordés par les gouvernements successifs. Son montant va péniblement atteindre la somme de 25,3 milliards, soit 8,37 % du montant total des impôts collectés.

Au demeurant, l'impôt national est loin d'être le seul supporté par les classes populaires. Car l'immense majorité des 250 milliards dépensés en 2017 par l'ensemble des collectivités territoriales ont été financés par l'argent pris au niveau local dans le porte-monnaie des travailleurs et retraités.

Paul Sorel

Le 9 octobre : en grève et dans la rue !

La CGT, FO, Solidaires ainsi que des organisations lycéennes et étudiantes appellent le 9 octobre à une journée de grève interprofessionnelle et de manifestation.

La situation des classes populaires ne cesse de se dégrader. Le chômage en est la première cause.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dépasse les six millions, sans cesse alimenté par les plans de licenciement ou de suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public. Les conséquences sont dramatiques non seulement pour les travailleurs privés d'emploi, mais pour toute la société. Ainsi Pôle emploi recense 1,3 million de chômeurs dans le secteur des services à la personne et aux collectivités alors que des millions d'anciens sont privés d'accompagnement ou de soins, à domicile ou dans les maisons de retraite. 922 000 employés de vente et de commerce pointent au chômage, alors que les centres commerciaux ont bien souvent disparu des quartiers populaires, tout comme des guichets de La Poste ou d'autres services publics. Plus de 500 000 ouvriers du bâtiment et des travaux publics sont sans travail quand près de quatre millions de personnes sont mal-logées, que l'état des routes et des voies ferrées devient catastrophique.

Mais Macron veut s'en prendre non au chômage mais aux chômeurs, dont il veut diminuer encore les allocations.

Le pouvoir d'achat de l'ensemble des classes populaires est en recul, sous l'effet de la hausse des prix, des loyers, alors que les salaires sont bloqués. Les pensions

de retraite sont, elles, carrément amputées par les hausses de la CSG. Elles vont l'être davantage par le gel décidé pour deux ans. Et le projet gouvernemental de retraite par points ne vise qu'à supprimer carrément toute garantie quant au niveau des futures retraites.

Concernant la jeunesse ouvrière, non seulement le capitalisme est incapable de lui faire miroiter un autre avenir que celui de la précarité, mais au travers de la sélection et des réformes de l'éducation, il remet en cause même le mince accès à une culture générale, concédé dans une autre période.

Toutes les forces vives de la société sont sacrifiées aux rentiers capitalistes qui se sont partagés, en 2017, 97 milliards de profits rien que pour le Cac40.

Nul ne sait par quelles étapes et dans quels délais se produira la contre-offensive du mouvement ouvrier. Mais c'est en tout cas la seule voie, celle de la lutte de classe et certainement pas l'opium électoral, qui permettra de renverser le rapport de force.

Les directions syndicales n'offrent aujourd'hui aucun plan de riposte au plan d'attaques de Macron, le commis des capitalistes. Elles n'en expriment même pas clairement la nécessité. Mais les travailleurs qui se saisiront de la journée du 9 octobre pour affirmer leur volonté d'en découdre avec les politiques patronales auront raison.

Christian Bernac

Baisse des contrats aidés : une attaque de plus

Il n'y aura donc que 130 000 emplois aidés financés pour 2019, au lieu des 200 000 annoncés. Depuis fin 2016 où, selon la Dares, ils se montaient à 497 000, leur baisse est donc dramatique.

Alors que le gouvernement prétend vouloir lutter contre le chômage, il a pratiqué une saignée dans l'emploi public qui va encore fragiliser les plus démunis. D'un côté les chômeurs à bout de ressources, ne vivant plus que grâce aux minima sociaux et à qui ces emplois permettaient de sortir un peu la tête hors de l'eau, de l'autre

des usagers qu'ils aidaient à surmonter les difficultés. Dans l'éducation nationale, ils étaient aux côtés d'enfants handicapés ou d'élèves en difficulté, ils participaient à l'accueil et aux activités périscolaires; dans le domaine de la santé, ils soulageaient les familles ayant à s'occuper de malades ou d'adultes dépendants; au sein des collectivités locales,



Manifestation des travailleurs de la psychiatrie le 6 septembre.

Sécurité sociale en équilibre : à coups de hache

Une semaine avant qu'il ne soit présenté au conseil des ministres, le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale en 2019 a été dévoilé le 25 septembre. Le gouvernement se vante d'une bonne gestion puisque le déficit passe de près de 5 milliards d'euros en 2017 à moins d'un milliard cette année et que la Sécurité sociale devrait être excédentaire l'an prochain.

Si l'État s'arroge le droit de décider des recettes et des dépenses de la Sécu, celle-ci est financée à 80 % par des cotisations prises sur les salaires. Même si certaines sont appelées « patronales », elles sont aussi prises sur les richesses produites par les seuls salariés. Ainsi les travailleurs financent l'ensemble du système hospitalier, les pensions de retraite ou d'invalidité, les indemnités d'arrêt-maladie, de maladies professionnelles et d'accidents du travail, les allocations familiales...

À coups de hache dans les dépenses, à force de dérembourser des médicaments, de laisser les retraites et les allocations familiales retarder sur la hausse des prix, de laisser des frais à charge des patients ou des

mutuelles – ce qui revient au même car elles augmentent leurs tarifs – il est vrai que la Sécu va finir par dégager des excédents. Le gouvernement va d'ailleurs en profiter, au cours des années à venir, pour ne plus compenser auprès des caisses sociales les réductions de cotisation qu'il accorde au patronat.

C'est surtout dans les hôpitaux que les malades et le personnel hospitalier payent le prix fort des réductions de dépenses. Si à présent la ministre de la Santé déclare ne plus avoir comme objectif de fermer des hôpitaux de proximité, c'est que beaucoup ont déjà disparu en totalité ou ont vu une partie de leurs services fermer. La plupart des hôpitaux publics sont

étranglés financièrement, sous prétexte de tarification à l'activité. Ils souffrent d'un manque de personnel criant, qui s'aggrave d'année en année: les soignants courent toute la journée sans avoir le temps de s'occuper des patients comme il le faudrait. Ils manquent souvent de matériel de base, pour prendre la température ou la tension par exemple.

Le gouvernement prend maintenant un air de bienfaiteur en desserrant de 400 millions d'euros en 2019 le carcan financier imposé à la Sécu. Mais ce n'est même pas un dixième de la réduction des dépenses de cette année et surtout ce geste représente moins de 0,05 % du total!

Lucien Déroit

par l'État qu'à 50 % du smic horaire brut, alors que le taux de couverture était auparavant de 60 à 85 %. Par conséquent, nombre de collectivités locales n'avaient plus les ressources nécessaires pour les financer.

Les ministres, à commencer par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et le Premier ministre, répètent à l'envi que les contrats aidés ne sont pas une solution. Certes, nombre de ces emplois ne sont que temporaires ou à temps partiel et ne permettent pas

de faire face aux dépenses quotidiennes, mais ce n'est pas en les supprimant que les travailleurs pourront s'en sortir. Quant au gouvernement, qui dit vouloir favoriser les embauches avec de vrais contrats de travail pérennes, il ne manque pas de culot. Il ose prétendre qu'il va trouver un vrai boulot aux chômeurs, alors que ce n'est qu'un prétexte pour distribuer aux entreprises une partie de l'argent qui était auparavant dévolu aux premiers!

Marianne Lamiral

Loi sur le logement : pour les propriétaires et les patrons du BTP

Une commission de députés et de sénateurs s'est mise d'accord le 21 septembre sur un texte commun, dernière étape avant le vote final de la loi Élan (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique).

Les organismes HLM, privés d'une partie de leurs ressources financières par la baisse des APL que leur verse l'État, étaient déjà incités depuis quelques mois à vendre davantage de logements pour sauvegarder leur équilibre budgétaire. La nouvelle loi leur permet de se passer de l'accord du maire et les contraint de réinvestir seulement la moitié des sommes encaissées dans la construction de nouveaux

logements. Il s'en suivra une diminution du parc de logements HLM à loyer accessible, et aussi une augmentation des copropriétés dégradées du fait qu'une partie des nouveaux propriétaires n'arriveront pas à payer leurs charges. Dans les communes qui, de toute façon, se refusent à accueillir les milieux populaires, les maires auront eux aussi le droit de vendre les rares logements sociaux construits. Ils disposeront

de délais, jusqu'à 2031 dans certains cas, et de dérogations supplémentaires pour répondre à l'obligation de parvenir à 25 % de logements sociaux.

Une partie croissante de la population sera donc poussée à chercher un logement dans le privé, même si les loyers y sont plus chers. Avec la nouvelle loi, la possibilité pour les collectivités locales d'en limiter un tant soit peu la hausse continuera de se heurter à des obstacles juridiques.

Mais une des principales mesures de la loi Élan est l'introduction d'un bail « mobilité », plus souple encore que celui sur les meublés, destiné à certains jeunes en emploi



précaire. Il est limité à dix mois sans possibilité de renouvellement et sans moyen de réclamer que le propriétaire mette le logement aux normes. Cette mesure donne satisfaction aux propriétaires qui se plaignent de ne pas pouvoir augmenter à leur guise les loyers des locataires munis d'un bail de trois ans renouvelable et de ne pas pouvoir les mettre dehors comme ils veulent.

D'autres mesures répondent, elles, aux vœux des Bouygues et autres patrons du bâtiment. Ils se voient accorder le droit dans certains cas de

déroger à la loi limitant les constructions proches du littoral. Ils pourront réduire les frais d'architecte même si c'est aux dépens de la qualité du bâti, et seulement 20 % des constructions neuves devront être accessibles aux personnes à mobilité réduite contre en principe 100 % aujourd'hui.

En prenant ces mesures, le gouvernement prétend favoriser la création de nouveaux logements. Mais il favorise surtout les profits des patrons du BTP et des promoteurs immobiliers.

Jean Sanday

Derrière les mesures contre les marchands de sommeil

D'après le gouvernement, la loi prévoirait une répression accrue contre les marchands de sommeil.

Seulement, rien ne garantit qu'elle soit davantage appliquée par les préfets et les tribunaux que les précédentes. Surtout, les travailleurs et les pauvres obligés d'en passer par les

marchands de sommeil n'auront pas davantage de garanties d'être relogés dans des conditions plus normales.

Pour les squatteurs, il n'y aura plus ni trêve hivernale, ni délai de deux mois entre le commandement de quitter les lieux et la mise en œuvre effective de l'expulsion et

selon l'association Droit au logement, quand des squatters occupent un logement vide, ils pourraient être soumis aux mêmes sanctions pénales que s'ils s'étaient introduits dans des locaux par effraction pendant que leur propriétaire est en vacances par exemple.

J.S.

Île de La Réunion : la bourgeoisie dans l'arène

Piquée au vif par l'intervention du député réunionnais de La France insoumise, Jean-Hugues Ratenon, qui accusait le gouvernement d'être « l'artisan de l'apartheid social » en France et de mener une politique au service exclusif des riches, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, lui a rétorqué : « Vous n'avez aucun intérêt à ce que nous arrivions à résoudre la

pauvreté dans ce pays, car vous vous en nourrissez ! ».

Jean-Hugues Ratenon, dont le père était coupeur de canne à sucre, a vécu dans la pauvreté une grande partie de sa vie avant d'être député et subsistait justement grâce au RSA. Il n'a certes pas de leçon à recevoir de cette bourgeoisie de ministre dont les revenus représentent des dizaines de

fois les siens.

Au-delà de l'injure faite à Ratenon, Buzyn a montré le mépris qu'elle a pour les chômeurs. Cela dit, elle n'a pas grand-chose à craindre de Ratenon qui s'est dit prêt à discuter avec elle, après qu'elle lui eut présenté ses excuses.

Ses excuses s'adressent au député, pas aux millions de chômeurs.

Correspondant LO

Nos lecteurs écrivent Parcours en zigzag

Dans le cadre de mes études de sociologie, j'ai été amenée à postuler dans différents masters.

La sélection passée, mon choix s'est porté sur une formation en anthropologie des migrations, à 800 km de chez moi. J'ai trouvé à me loger quelques jours seulement avant la rentrée.

Le jour J, outre le fait que la plaquette de présentation du master ne correspondait pas aux cours réels, j'apprends qu'un changement

de programme est à prévoir et que la seconde année du master, celle du diplôme, est tout bonnement annulée. L'université a donc décidé de réorienter les étudiants concernés, dont moi-même, vers un parcours... non choisi.

Nous étions plusieurs à avoir traversé la France pour accéder à ce master, à avoir avancé des frais de scolarité et engagé des frais d'hébergement et de transport. Une étudiante m'a dit y

avoir perdu 2500 euros.

Cette situation est complètement ubuesque. Il aurait suffi à l'université de nous prévenir bien avant, plutôt que d'attendre le jour de la rentrée et de nous laisser dans le désarroi. J'ai dû en catastrophe contacter l'université de Grenoble pour ne pas devoir stopper mes études durant une année.

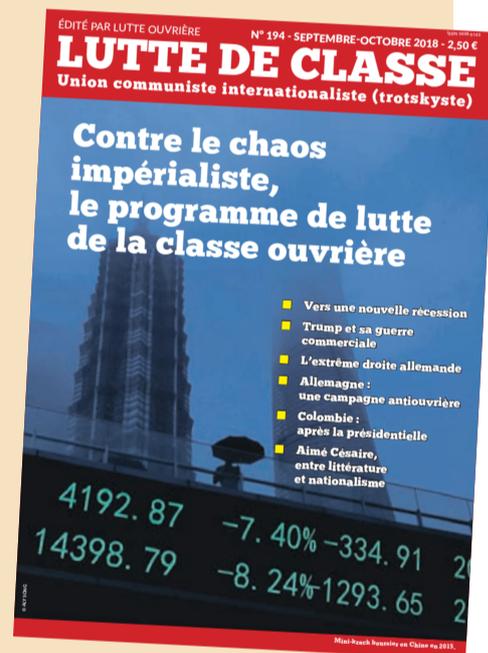
Sara, de Grenoble

Lisez Lutte de classe revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du
n° 194 (septembre-
octobre 2018)

- Contre le chaos de l'impérialisme en putréfaction, le programme de lutte de la classe ouvrière
- En route vers une nouvelle récession
- Trump et sa guerre commerciale
- Allemagne : l'extrême droite xénophobe bat le pavé
- Allemagne : la prétendue pénurie de travailleurs qualifiés
- Colombie : après l'élection présidentielle
- Aimé Césaire, entre littérature et nationalisme

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.



29 septembre, la Fête de la Commune de Paris

Les Ami(e)s de la Commune de Paris 1871 organisent leur Fête annuelle le 29 septembre prochain, à Paris 13^e, place de la Commune de Paris 1871, métro Place d'Italie ou Corvisart.

Tout en commémorant les 72 jours où les travailleurs de Paris organisèrent la vie de la

capitale, sans patrons et sans politiciens à leur service, la Fête propose notamment un choix de livres et d'objets permettant de mesurer les initiatives prises alors par les travailleurs pour les travailleurs, ainsi qu'un programme artistique.

Pour en savoir plus :
www.commune1871.org

Rencontres LO-NPA: des discussions et une vraie divergence

Au mois de juillet dernier, le NPA a écrit à Lutte ouvrière pour discuter des prochaines élections européennes et nous proposer, ainsi qu'« *aux militantEs des mobilisations qui combattent le gouvernement français comme l'Union européenne* », une « *convergence dans une liste commune* ». Nous avons accepté d'engager cette discussion car nous avons toujours eu des échanges avec la LCR puis le NPA, et discuté régulièrement de nos politiques respectives, notamment à l'occasion de notre fête annuelle à Presles.

Ces camarades ont présenté la campagne qu'ils souhaitent mener. Sur certains points, nous sommes d'accord, par exemple pour ce qui est de dénoncer « *la politique [de Macron], les attaques mises en place par son gouvernement et la bourgeoisie* ». Sur d'autres, nous avons du mal à nous comprendre, voire sommes en complet désaccord.

Le NPA veut faire campagne « pour les droits des migrantEs ». En fait, sur ce sujet également, nous ne sommes pas en désaccord. Pourtant, dans un article de leur journal rendant compte du débat organisé avec Lutte ouvrière à leur université d'été, ils ont écrit que nous prêterions l'oreille « *aux préjugés racistes* ». C'est aussi stupide que choquant. Les camarades du NPA souhaitent centrer une partie de leur campagne contre « *l'Europe forteresse* ». En ce qui nous concerne, si nous sommes absolument solidaires de ceux qui luttent pour le droit des migrants et sommes pour la liberté d'installation et de circulation pour tous, nous affirmons que le problème des migrants n'est pas déconnecté de l'évolution générale de la société capitaliste et de sa crise. Nous ne voulons pas seulement dénoncer

la politique antimigrants de Macron ou des États de l'Union européenne, mais la société capitaliste et son évolution générale, de plus en plus réactionnaire, que seule la classe ouvrière peut renverser.

Mais cet aspect de nos divergences n'est pas le plus important. C'est sur un autre point que, là, nous sommes en profond désaccord. Les camarades du NPA veulent faire campagne sur « *la rupture avec les institutions, les traités et les règles de l'Union européenne* ». Passons d'abord sur le fait que dans leur presse, ils ont à deux reprises affirmé que nous aurions « *abandonné la formule selon laquelle l'UE ne serait qu'une "diversion"* ». Comment des camarades qui ont fait plusieurs campagnes européennes avec nous, ont eu deux députés européens aux côtés des trois députés de Lutte ouvrière, dont Arlette Laguiller, pendant cinq ans au Parlement européen, peuvent-ils à ce point déformer nos idées? Nous n'avons jamais dit que l'Union européenne était une diversion. Nous avons dit qu'en tant qu'arène économique, l'Europe était une nécessité pour la bourgeoisie, pour élargir le marché pour ses trusts et, qu'en même temps, les rivalités



Débat entre Lutte ouvrière et le NPA à la Fête de Lutte ouvrière 2018.

entre ces trusts et entre les États nationaux sur lesquels ils s'appuient la rendaient très fragile. Reprenant la formule de Trotsky, nous disons que « *les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à des assassins attachés à la même chaîne* ».

Ce qui est une diversion, par contre, et même une tromperie, c'est d'entraîner les travailleurs à choisir entre deux options politiques proposées à la bourgeoisie: un peu plus ou un peu moins d'Union européenne. Cette opposition est orchestrée par des partis bourgeois. Après l'opposition droite-gauche qui a servi à piéger les travailleurs dans l'impasse de l'électoratisme, c'est une nouvelle fausse alternative et un nouveau piège pour les exploités. Les travailleurs n'ont pas se ranger derrière l'un ou l'autre. Doivent-ils plus combattre l'UE ou leur propre État national? La réponse est simple: les deux. En se rangeant, même hypocritement, dans un de ces deux camps, les camarades du NPA vont ajouter leur

petite contribution à un concert de partis bourgeois allant du FN à Mélenchon, en passant par des politiciens de droite. Il s'agit d'une divergence essentielle avec ces camarades qui, pour l'instant, n'a pas du tout été surmontée dans les discussions.

Pour notre part, même si les élections européennes sont encore loin et que le

contexte politique peut changer, nous savons que nous voulons exprimer les intérêts des travailleurs, leurs intérêts matériels et politiques dans cette période de crise du système capitaliste. Nous sommes décidés à le faire, avec d'autres si la possibilité se présente, seuls s'il le faut.

Pierre Royan

Cercle Léon Trotsky

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale

Le trotskysme, seul programme pour l'émancipation des exploités

Vendredi 19 octobre à 20 h 30

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro: Maubert-Mutualité

Participation aux frais: 3 €



Les riches relèvent la moyenne

Au mépris de la réalité, et des salariés, retraités, chômeurs dont il attaque le pouvoir d'achat, le gouvernement prétend que cela va mieux. Et il en appelle à l'Insee, l'Institut national de la statistique, qui affirme que le pouvoir d'achat moyen a augmenté de 0,7% en un an. C'est bien peu.

Surtout, cela cache une arnaque. Car selon l'Insee, c'est dû au fait que 350 000 foyers, qui ne paient plus l'impôt sur la

fortune grâce à Macron, ont vu leurs revenus augmenter d'autant. Et sans rien faire.

Politicien en solde

Manuel Valls tente une énième reconversion politique en se présentant à la mairie de Barcelone. Ses références sont connues: il a systématiquement gouverné contre les travailleurs, continuellement cherché des appuis à droite en multipliant les actes et les déclarations contre les migrants en général et les

musulmans en particulier, trahi ses partenaires politiques avec constance à la recherche de sa place au soleil.

Complètement démonétisé en France, n'espérant même plus l'aumône d'un strapontin dans l'équipe de Macron, l'ambitieux rincé tente donc sa chance de l'autre côté des Pyrénées. Il pourra intituler sa liste Atrazine, du nom de cet herbicide cancérigène que les capitalistes français ne peuvent plus vendre sur le territoire national mais qu'ils peuvent toujours exporter.

Mélenchon s'en va-t'en guerre

Dans une tribune intitulée « *L'Allemagne vise-t-elle une hégémonie complète en Europe?* » et publiée dans *Le Monde*, les députés Jean-Luc Mélenchon et Bastien Lachaud donnent l'alarme. Naguère, dans le couple franco-allemand, la France avait au moins « *la puissance diplomatique et militaire* ». Mais c'est fini! Aujourd'hui, l'Allemagne monopolise les postes importants dans les institutions européennes.

Le projet d'avion militaire franco-allemand la mettrait « *à un doigt d'être une puissance nucléaire* ». Quant à l'Europe de la défense, elle sera pour elle « *l'occasion [...] de remilitariser* ».

Et nos deux stratèges de conclure que c'est « *dange-reux pour la France comme pour la paix* ».

Pas antimilitariste, Mélenchon. Seulement anti-allemand, dans la tradition cocardière, galonnée et amie des marchands de canons pourvu qu'ils soient français.

Turquie : travailleuses licenciées de Flormar en lutte

En lutte depuis mai dernier, des travailleuses licenciées de l'usine Flormar de Gebze, près d'Istanbul, continuent de réclamer leurs droits face au fabricant de cosmétiques, filiale du groupe Yves Rocher.

Licenciées ou forcées à démissionner parce qu'elles tentaient d'implanter le syndicat Petrol-İş dans l'usine, ces travailleuses avaient alors organisé des manifestations devant celle-ci, pour obtenir ne serait-ce que leurs indemnités. En trois mois, un grand nombre d'entre elles avaient adhéré au syndicat, et les dirigeants syndicaux en avaient informé la direction de Flormar et le ministère

du Travail, selon le Code du travail, pour être désignés comme représentants des salariés. La direction n'avait rien voulu savoir et après les quinze premiers licenciements, d'autres avaient suivi, le soutien aux licenciées s'étant traduit dans l'usine par des rassemblements et des applaudissements.

Les syndiquées et les ouvrières soupçonnées de l'être ayant été licenciées, leur

nombre atteint à présent 132. N'abandonnant pas la lutte, les travailleuses licenciées ont envoyé à Genève une délégation composée de salariés licenciés et de militants syndicaux: ils y ont fait une intervention devant l'Organisation internationale du travail et sont allés le 20 septembre à Paris.

Devant un magasin Yves Rocher, les délégués des travailleurs de Flormar ont distribué des tracts et remis une pétition revendiquant la réembauche des licenciés et signée par 123 000 personnes.

Leur mouvement qui s'ajoute à d'autres, comme



Le 1^{er} juin 2018, à Gebze.

celui des salariés de Cargill à Bursa ou du chantier du troisième aéroport d'Istanbul, montre que la politique quasi

dictatoriale d'Erdogan ne fait pas taire les revendications ouvrières.

Alina Küz

Aquarius : l'acharnement des gouvernements européens

L'Aquarius est le dernier navire européen qui continue à secourir des migrants en Méditerranée centrale, au large de la Libye, malgré l'opposition de plus en plus acharnée que lui témoignent les gouvernements européens.

Dernière manœuvre en date, samedi 22 septembre, le Panama a annoncé, sous la pression des autorités italiennes, qu'il allait lui retirer son pavillon. Sans pavillon, l'Aquarius pourrait être empêché de repartir en mer lorsqu'il aura trouvé un port où accoster.

L'Aquarius transporte à son bord 58 migrants sauvés au large de la Libye, mais les ports européens lui restent

pour l'instant fermés. La France déclare hypocritement qu'il faut conserver le principe du « port sûr le plus proche ». Le navire devrait finalement pouvoir accoster à Malte.

C'est en fait l'ensemble des gouvernements européens qui, depuis des mois, ont multiplié les obstacles contre les bateaux qui secourent les migrants. L'Italie leur a fermé ses ports depuis juin.

Gibraltar, un territoire britannique, avait déjà retiré son pavillon à l'Aquarius au mois d'août, l'empêchant de partir en mer pendant 19 jours, dans l'attente d'un nouveau pavillon. En juin, Macron avait accusé les bénévoles d'un autre navire, le Lifeline, de « faire le jeu des passeurs » en secourant des migrants naufragés. Ce bateau est aujourd'hui bloqué à La Valette, sous le coup

d'une enquête administrative. Plusieurs bateaux d'ONG allemandes sont aussi bloqués à Malte. Sur la dizaine de bateaux humanitaires qui secouraient des migrants au large de la Libye l'an dernier, tous sauf l'Aquarius ont dû renoncer.

Francis Vallat, président de SOS Méditerranée, déclarait le 24 septembre au Monde: « Nous n'arrêterons notre

mission que sous la force et la contrainte. » Ce qui est certain, c'est que malgré la baisse du nombre de départs, le nombre de personnes mortes en tentant de traverser la Méditerranée a fortement augmenté en 2018, et s'élève à plus de 1 700 depuis le début de l'année. Une hécatombe dont les puissances européennes sont les premières responsables.

Hélène Comte

Inde: scandales en Rafale

Alors qu'il fait tout son possible pour ne pas disparaître des radars en France, Hollande est parvenu à faire la une de la presse en Inde à propos de l'achat de 36 avions Rafale en septembre 2016.

Depuis un an, l'opposition en Inde accuse le Premier ministre Narendra Modi d'avoir favorisé une société, Reliance, appartenant à l'un de ses proches, créée quelques jours avant la signature du contrat pour un partenariat avec Dassault. Les sommes en jeu sont considérables, puisque sur les 8 milliards d'euros perçus, Dassault doit consacrer quatre à développer son activité en Inde. C'est le rôle dévolu au partenariat avec Reliance.

Le hic pour Hollande, c'est que la presse indienne a révélé que Reliance avait garanti sa participation au financement d'un film de sa compagne, Julie Gayet, quelques jours avant la signature du contrat d'armement. Hollande a affirmé que la coïncidence était fortuite et que Reliance avait été imposé à Dassault et au gouvernement français par le gouvernement

indien.

Jusqu'à présent, les soupçons de favoritisme et de corruption sur le contrat des Rafale ne débordent pas trop des frontières de l'Inde. Mais ce ne serait pas la première fois qu'un contrat en faveur de l'industrie française de l'armement s'accompagne d'arrangements, de dessous de table et de coups tordus, jamais élucidés d'ailleurs. Après l'affaire des frégates de Taïwan ou celle des sous-marins de Karachi, peut-être verra-t-on une affaire des Rafale vendus à l'Inde?

En attendant, le plus grand scandale, c'est que la France ait vendu pour des milliards d'euros des machines de guerre à un pays où la pauvreté, la malnutrition rongent la vie des populations. Et cela pour le plus grand profit des Dassault et autres marchands de mort.

Boris Savin



Manifestation antispeculation immobilière à Lisbonne.

Portugal : manifestations contre la spéculation immobilière

Samedi 22 septembre, des manifestants ont parcouru les rues du centre de Lisbonne et de Porto aux cris de « Freinez les loyers, stoppez les expulsions ». Comme dans nombre d'autres villes touristiques du monde, les locations de courte durée, type Airbnb, chassent du centre les anciens habitants et empêchent les jeunes de s'y installer.

À Lisbonne, 15 000 logements dans le centre, un tiers du parc immobilier, lui sont consacrés. En 2017, le prix des logements a bondi de près de 10%. Dans un pays où le smic est de 850 euros, même avec un revenu correct, bien des gens ne peuvent pas suivre. C'est bien pire pour les familles modestes, les retraités

et les jeunes.

Ces dernières années, le Portugal a récupéré une bonne part du tourisme qui se dirigeait auparavant vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Les gouvernements ont tout fait pour accélérer cette mainmise de l'industrie touristique. Les quelques freins à la hausse des loyers

ont été levés en 2012. On a instauré des visas gold, qui exonèrent d'impôts les étrangers investissant 500 000 euros dans l'immobilier.

Le mouvement de protestation ne s'en prend pas aux touristes, mais dénonce les requins de l'immobilier, qui délogent les locataires et les petits propriétaires pour mettre à haut prix sur le marché des logements qualifiés de pittoresques ou d'historiques. Le logement est en effet un bien essentiel, qui devrait échapper au marché et à la spéculation.

Vincent Gelas

Yémen, catastrophe humanitaire : les grandes puissances responsables

La situation de la population au Yémen depuis mars 2015, date du début de la guerre opposant la coalition dirigée par l'Arabie saoudite aux milices houthistes, ne cesse de s'aggraver.

« La misère fait plus de morts que la guerre elle-même » titrait *Le Monde* du 21 septembre.

De mars 2015 à août 2018, la guerre a fait entre 10 000 et 14 000 victimes, et provoqué le déplacement de deux millions d'hommes, femmes et enfants. Mais c'est la famine qui menace d'être la plus meurtrière car la guerre aggrave encore la crise économique et sociale qui ravage le pays. Sur les 28 millions d'habitants que compte le pays, 22 millions auraient besoin d'une assistance humanitaire. Cinq millions d'enfants souffrent de la faim. L'Arabie saoudite impose un blocus qui empêche l'arrivée de l'aide humanitaire transitant à 70% par Hodeida, le principal port du pays. Et 90% des besoins en nourriture,

essence et médicaments du Yémen dépendent des importations. Faute d'accès à l'eau propre, plus d'un million de Yéménites, selon l'OMS, sont touchés par l'épidémie de choléra qui a déjà fait plus de 2 400 morts entre septembre 2016 et mars 2018. L'économie de ce pays, un des plus pauvres de la planète, s'écroule : les fonctionnaires ne sont pas payés, la monnaie yéménite, le rial, a perdu un tiers de sa valeur depuis janvier 2018, laminant les salaires, quand ils sont payés, et accélérant l'envolée des prix.

À cela s'ajoute le chaos favorisé par l'irruption de diverses milices : de fait, c'est la loi des bandes armées.

La position géographique du Yémen lui donne une importance stratégique. Il contrôle le détroit de Bab el-Mandeb par lequel transite le quart du pétrole mondial et 10% du commerce maritime international, de quoi aiguïser bien des convoitises. L'Arabie saoudite a de plus une frontière commune avec le Yémen de près de 1 800 kilomètres. C'est pourquoi la monarchie saoudienne a toujours considéré ce pays comme sa zone d'influence, avec la bénédiction des États-Unis. C'est elle qui est intervenue suite aux manifestations de 2011 contre Saleh, le dictateur alors en place, pour tenter d'éteindre l'incendie, en soutenant Hadi, l'actuel président. En mars 2015, c'est pour soutenir le pouvoir de son protégé que l'Arabie saoudite a lancé une offensive contre les milices houthistes qui le menaçaient.



Ravitaillement en eau.

Le conflit s'enlise depuis et les puissances impérialistes, États-Unis en tête, laissent faire. Et pendant que les civils meurent de faim ou sous les bombes fabriquées aux États-Unis, ou les missiles made in France, l'ONU

organise des réunions censées « mobiliser davantage de soutien à la réponse humanitaire » comme celle du 24 septembre dernier, regroupant les puissances responsables du chaos.

Aline Rétesse

Iran : les effets de l'embargo américain

Samedi 22 septembre, un attentat contre un défilé militaire à Avhaz, la capitale du Khouzestan en Iran, a fait au moins 29 morts. Le régime des mollahs tente d'utiliser cet attentat pour resserrer l'unité derrière lui, au moment où la population iranienne subit les effets de l'embargo américain, de l'inflation massive et des pénuries, qui s'ajoutent à la corruption.

Revendiqué à la fois par l'État islamique et par un groupe de séparatistes arabes, population majoritaire dans le Khouzestan, cet attentat peut avoir de multiples commanditaires, tant l'Iran est impliqué dans les guerres du Moyen-Orient. En accusant l'Arabie saoudite ou les États-unis de soutenir les

terroristes, l'ayatollah Khamenei voudrait détourner la colère des classes populaires qui dénoncent la corruption des dignitaires du régime.

Après les révoltes de janvier, féroce réprimées, de multiples rassemblements de travailleurs, de petits paysans ou de commerçants se sont poursuivis pour obtenir

le paiement des arriérés de salaires, la restitution des économies déposées dans des banques en faillite ou dénoncer le chômage. Dans le Khouzestan, des manifestations contre la pénurie et la pollution de l'eau ont visé ceux qui « volent l'eau au nom de la religion ». En mai, puis de nouveau en juillet, les camionneurs se sont mis en grève un peu partout dans le pays. L'essentiel du transport de marchandises est entre les mains de l'État notamment des Pasdaran, les « gardiens de la révolution ». Ils ont le monopole des pièces de rechange, comme les pneus,

hors de prix. Travailleurs indépendants, propriétaires de leur camion, les camionneurs sont payés selon les cargaisons avec un tarif fixé par l'État. Ils exigent une augmentation des tarifs de 40% alors que le gouvernement n'a lâché que 20% après la grève de mai. Ils dénoncent aussi l'arbitraire et la corruption pour obtenir des commandes.

Comme toute la population, les camionneurs subissent l'effondrement du rial, la monnaie iranienne, après l'annonce de l'embargo américain. Les pires mesures de rétorsion, l'interdiction d'acheter du pétrole iranien et d'utiliser le système bancaire international lié au dollar, n'entreront en vigueur que le 4 novembre, mais les effets économiques et politiques sont déjà là.

Entre février et septembre, le rial a perdu 72% de sa valeur par rapport au dollar. Le retrait des entreprises occidentales, comme Total qui ne veut pas risquer les sanctions américaines, Air France ou British Airways qui suspendent leurs vols vers Téhéran, accélère le retrait de capitaux étrangers et la pénurie de devises. Cela se répercute sur toute l'économie : la production automobile a chuté de 38% pour le seul mois d'août. Les dignitaires du régime ayant le monopole du commerce avec l'étranger, Rohani, président de la République islamique,

ayant imposé jusqu'en août un taux de change officiel du rial avec le dollar très avantageux, les affairistes proches des mollahs se sont gavés. Ils ont acheté à bas prix des dollars revendus au prix fort sur le marché noir ou encore des téléphones portables importés puis revendus sur le marché intérieur.

Pendant que les riches achètent de l'or et des voitures pour protéger leurs économies, les classes populaires se serrent la ceinture. L'inflation annuelle officielle est passée de 8 à 18% en six mois. Le prix des fruits et légumes a augmenté de 50% et même les yaourts sont devenus une denrée inaccessible à certaines familles. Pour l'instant c'est aux mollahs qu'elles en veulent : « Ils ont envoyé leurs enfants aux États-Unis et au Canada, et ils nous appauvrissent un peu plus tous les jours », peut-on entendre sur les marchés de Téhéran. La propagande du régime visant à détourner la colère des classes populaires exclusivement vers les États-unis responsables directs de l'embargo semble ne plus marcher.

Même si les sanctions américaines devaient accélérer la chute d'un régime de plus en plus contesté, comme Trump le prétend, les travailleurs et les pauvres doivent s'organiser eux-mêmes s'ils ne veulent pas payer le prix fort de la catastrophe économique.

Xavier Lachau



Des camionneurs en grève.

Grande-Bretagne : **Brexit et borbier politique**

La Première ministre britannique, Theresa May, est donc revenue les mains vides du sommet européen de Salzbourg, le 20 septembre. Mais s'agit-il réellement d'un échec cuisant, voire d'une « humiliation » comme l'ont prétendu les manchettes ulcérées de toute une partie de la presse britannique ?

Sans doute est-ce bien ce que May elle-même cherche à faire croire. N'a-t-elle pas, dans un discours aux accents vengeurs, accusé l'Union européenne d'avoir « manqué de respect » à la Grande-Bretagne lors de ce sommet ?

Pourtant, rhétorique mise à part, tout cela n'a en fait pas grand-chose à voir avec l'UE. Il ne s'agit que de la dernière péripétie des luttes intestines entre factions du Parti conservateur de May.

D'ailleurs, personne ne s'attendait à ce que quoi que ce soit sorte du sommet de Salzbourg. Et ceci d'autant moins que le « projet de Chequers », le projet de divorce que May devait y présenter à l'aréopage des dirigeants européens, avait déjà été repoussé par leurs négociateurs en juillet dernier.

Le véritable objectif de ce projet était avant tout de rétablir l'ordre dans les rangs mêmes du gouvernement May. Depuis des mois, plusieurs ministres, partisans de claquer la porte de l'UE, avaient pris l'habitude de se désolidariser violemment

de May. Sommés de soutenir formellement le « projet de Chequers » au nom de la solidarité gouvernementale, ils durent se contenter de claquer la porte du gouvernement.

Sous l'impulsion de ses anciens ministres démissionnaires, les nombreuses factions qui sont hostiles à May au sein de son parti ont trouvé un point de ralliement en faisant de l'abandon du « projet de Chequers » leur cheval de bataille. Et elles s'apprêtent à passer à l'offensive lors du congrès annuel du Parti conservateur, qui doit s'ouvrir le 30 septembre, avec des chances non négligeables de fragiliser la position de May, voire peut-être de l'écarter de la tête du parti et du gouvernement.

Ce contexte du sommet de Salzbourg explique les postures « dures » affichées par May. Face aux menaces qui pèsent sur sa carrière, rien ne valait un couplet bien chauvin lui permettant de se poser en victime d'une conspiration européenne !

Car, plus que jamais, le jeu auquel se livrent May

et ses ministres relève de l'équilibrisme. Pour parvenir à un règlement final conforme à la volonté des grandes entreprises de préserver autant que possible le statu quo antérieur vis-à-vis du Marché unique, il leur faut bien faire des concessions à l'UE dans les négociations. Mais pour éviter de prêter le flanc aux attaques au sein de leur parti, ils dissimulent ces concessions derrière un barrage de démagogie xénophobe et de rodomontades

nationalistes.

C'est donc autour des rivalités politiques au sein du Parti conservateur que s'articule l'interminable saga des négociations du Brexit. Et qu'importe si, de ce fait, ces politiciens sans scrupule créent une atmosphère aussi empoisonnée que dangereuse pour la population laborieuse. Qu'importe aussi si, en jouant les apprentis sorciers, malgré les avertissements émis par la finance mondiale, ces politiciens prennent le risque,

dans le contexte de la crise chronique du capitalisme, de déstabiliser non seulement l'économie britannique, mais peut-être même l'économie mondiale.

La bourgeoisie impérialiste a sans doute le personnel politique qu'elle mérite, aussi irresponsable vis-à-vis de l'ensemble de la société que l'est son système pourrissant. Mais pourquoi la classe ouvrière devrait-elle faire les frais de cette irresponsabilité criminelle ?

François Rouleau



Manifester pour un second référendum le 23 juin 2018.

Face aux patrons qui fourbissent leurs armes, la classe ouvrière doit se renforcer

Extrait de l'éditorial des bulletins d'entreprise publié le 19 septembre par le groupe trotskyste britannique Workers' Fight (UCI)

Au cours de la semaine écoulée, une série d'annonces a donné une idée de ce que le patronat est en train de préparer pour la classe ouvrière.

La première salve a été tirée le 14 septembre par le sidérurgiste British Steel, annonçant qu'il comptait supprimer près de 10 % de ses 5 000 emplois. [...]

Puis les grands constructeurs automobiles s'y sont mis, avec, à leur tête, Jaguar-Land-Rover (JLR). Après avoir licencié un millier d'intérimaires en avril, JLR dit maintenant qu'il imposera la journée de trois jours à la moitié des ouvriers de son usine de Castle Bromwich, à partir du mois

d'octobre.

Le même jour, BMW, le géant de l'automobile de luxe, annonçait qu'il arrêterait la production de son modèle « Mini » et qu'il fermerait Cowley (près d'Oxford) pendant tout le mois d'avril 2019.

Pendant ce temps, Ford annonçait aux ouvriers de son usine de Dagenham (est de Londres) qu'ils devaient s'attendre à du chômage technique sur l'une de ses trois chaînes de production de moteurs – et il est probable que d'autres secteurs seront affectés.

Bien sûr, ces entreprises ont toutes pris soin d'avancer de bonnes excuses pour justifier leurs sales coups.

Toutes se plaignent depuis longtemps de l'escalade dans les coûts des matières premières et composants importés, du fait de l'effondrement de la livre sterling résultant du Brexit. En plus, certains des géants de l'automobile se plaignent également de menaces qui pèsent sur le diesel – même si tous bénéficieront de subventions publiques pour les modèles électriques qu'ils ont en préparation.

Mais, surtout, elles se plaignent toutes amèrement de l'incertitude résultant de la saga du Brexit – et en particulier de l'éventualité d'avoir à payer des droits de douane à l'importation comme à l'exportation. Mais, bien sûr, la seule « incertitude » dont elles s'inquiètent, c'est celle qui

pèse sur leurs profits, pas celle qu'elles imposent aux ouvriers, en supprimant leurs emplois ou en réduisant leur paie par le biais de réductions horaires ou du chômage technique. [...]

Aujourd'hui, six mois avant la date officielle du Brexit, les patrons sont en train de se préparer à tirer le maximum du chaos qui en résultera. D'ores et déjà, ils s'en servent comme prétexte pour imposer un nouveau tour de vis et, par la même occasion, pour habituer les travailleurs à l'idée qu'ils doivent s'attendre à pire et qu'il leur faudra encaisser les coups.

Mais la réussite ou non de ces cyniques manœuvres du patronat dépend entièrement des travailleurs. En particulier, la classe

ouvrière n'a aucune raison de céder au chantage de l'impact du Brexit sur les profits capitalistes.

Alors, à l'heure où les patrons fourbissent leurs armes et se mettent en ordre de combat pour mener leur prochaine offensive contre la classe ouvrière, il revient à celle-ci de se préparer à rendre coup pour coup. Face à leurs tentatives de diviser les rangs des travailleurs à force d'insanités nationalistes, contre les Européens et contre les immigrés, leur intérêt – et la seule façon pour eux d'aller de l'avant – est de se dresser, unis, en tant que classe, contre cette classe capitaliste qui exploite leur travail ici, en Grande-Bretagne. [...]

Workers' Fight

Exit tax : l'ombre d'un impôt

C'est peut-être le dernier épisode d'un feuilleton fiscal intéressant directement les plus riches : au 1^{er} janvier 2019, le gouvernement remplacera l'exit tax par un « dispositif anti-abus fiscal, pour lutter contre l'optimisation fiscale ».

Dans un épisode de mai dernier, on avait vu Macron déclarer au magazine *Forbes*, celui du classement des grandes fortunes, son intention de supprimer l'exit tax. Cet impôt, initié en 2011 sous Sarkozy, vise les chefs d'entreprise et les financiers qui déménagent fiscalement pour revendre leurs titres et échapper à l'imposition de leurs plus-values. Selon le président des riches qui confortait une fois de plus cette image, l'exit tax inquiétait les entrepreneurs, en particulier les fondateurs de start-up, en les privant de la liberté de déplacer leur domicile fiscal comme bon leur

semblait. De plus, elle n'avait qu'une valeur dissuasive et rapportait peu à l'État...

Pourtant l'assiette de l'impôt s'était élargie en 2014 et concernait les fortunes à partir de 800 000 euros (au lieu de 1,3 million) ou la moitié du capital d'une entreprise, et l'impôt était exigible quinze années durant, en cas de vente des titres.

Mais seules quelques centaines de gros actionnaires payaient l'exit tax chaque année, ajoutait le ministère des Finances. Certes, si aucun n'était parvenu à passer entre les mailles du filet, la recette aurait été de 1,55 milliard d'euros fin 2017, selon

la Cour des comptes. Mais hélas, le recouvrement était compliqué, l'exil fiscal aisé et la durée de quinze ans bien longue à surveiller... par des services fiscaux où les suppressions d'emplois étaient nombreuses.

Depuis mai, la valse-hésitation de Macron et de ses conseillers semble s'être arrêtée sur le maintien en apparence de cette taxe sur les plus-values, mais sous une autre forme qui la vide quasiment de son contenu. En particulier, la taxe ne serait due par le financier que pendant deux ans d'exil fiscal – après, à lui les profits nets. Le budget de l'État en sera rogné d'autant? La belle affaire, il suffira d'économiser sur la construction d'une dizaine d'hôpitaux...

Viviane Lafont

La casse de la prime à la casse

Plus de 70 000 automobilistes attendent le versement de leur prime à la casse, dont le montant peut aller de 1 000 à 2 500 euros.

Cette prime était jusqu'à la fin 2017 attribuée aux ménages non imposables qui remplaçaient un vieux diesel par un véhicule neuf propre. Elle a depuis été étendue à tous ceux qui se débarrassent de véhicules à essence d'avant 1997 ou d'un diesel d'avant 2001 (et même 2006 pour les ménages non imposables) pour acheter un véhicule reconnu non polluant, qu'il soit neuf ou d'occasion.

Cette modification a entraîné une ruée des



automobilistes dépassant toutes les prévisions. Du coup, les caisses de l'agence chargée de verser la prime étant vides, rien n'a été versé depuis le mois de mai.

Le patronat touche rubis sur l'ongle des primes censées lui permettre de créer des emplois et n'embauche pas. Pour les automobilistes, c'est exactement l'inverse. Ils achètent bel et bien un véhicule propre... mais ne touchent pas la prime qui leur est due.

Daniel Mescla

Lycée professionnel : une réforme inacceptable

Jeudi 27 septembre, les enseignants et employés des lycées professionnels étaient appelés à faire grève et à manifester. Ils refusent une réforme qui réduit l'enseignement délivré aux lycéens, permettant au gouvernement de supprimer à terme 3 500 postes.

L'objectif est de développer l'apprentissage patronal au détriment de la formation professionnelle en établissement scolaire.

En 2008 déjà, la précédente réforme avait privé les élèves de lycée professionnel d'une année de

scolarité, sous prétexte qu'ils pouvaient préparer le baccalauréat en trois ans au lieu de quatre. Avec la réforme programmée pour septembre 2019, la baisse des heures continue. Une dizaine de semaines de cours sera supprimée sur les trois

années du bac professionnel. D'ores et déjà le nombre de places ouvertes pour le concours d'enseignant est en nette diminution.

Certaines filières sont particulièrement visées comme la filière gestion administration (GA) menacée de disparition. Les professeurs des spécialités concernées sont incités à se reconverter en changeant de discipline, ce qui n'est pas toujours possible, ou en quittant l'enseignement.

Cette réforme permet aussi de remplacer de plus en plus l'école par l'apprentissage, non seulement dans les centres de formation d'apprentis gérés par les chambres patronales, mais dans les établissements scolaires eux-mêmes. Le ministre veut de l'apprentissage dans tous les lycées professionnels, ce qui signifie bien souvent un apprentissage de l'exploitation.

Enfin, et c'est bien à l'image du mépris de classe

de ce gouvernement, comme de ses prédécesseurs, les enseignements généraux vont fortement diminuer et ne seront envisagés, de manière étroite, qu'en lien avec la vie professionnelle. Il n'est plus guère de mode de faire du français, de la littérature ou de l'histoire-géographie dans un but d'ouverture culturelle, mais bien dans un but strictement utilitaire... pour les futurs employeurs, s'ils existent.

Christian Chavaux

Lycée Gustave-Monod – Enghien : la goutte de trop

Lundi 24 septembre, une partie de la communauté éducative du lycée polyvalent Gustave-Monod d'Enghien-les-Bains dans le Val-d'Oise était en grève, pour protester contre le renvoi de deux surveillants, du jour au lendemain.

Employés au lycée depuis deux et quatre ans, ils avaient repris leurs postes à la rentrée. Après dix jours de travail, la direction les a brutalement prévenus de la prétendue non-validité de leurs contrats. Le prétexte invoqué : ils n'ont pas le bac, ce qui n'avait jamais posé problème jusque-là. Non seulement ce renvoi s'est fait sans préavis, mais ils n'ont toujours pas reçu les documents permettant de s'inscrire à Pôle emploi et de toucher le chômage. L'administration ne comptait même pas leur payer les jours travaillés. Tout cela a révolté les enseignants et le personnel éducatif.

L'Éducation nationale

cherche, année après année, à réduire les effectifs, et les travailleurs en contrats à durée déterminée sont particulièrement touchés.

Au lycée Gustave-Monod, deux postes et demi d'assistants d'éducation, sur douze initialement, ont été supprimés en quatre ans. Cela entraîne une dégradation de plus en plus palpable de l'ambiance et de la sécurité des élèves, que tous dénoncent régulièrement.

Les grévistes exigent le paiement des salaires des deux surveillants pendant une durée correspondant au préavis légal ; mais aussi que l'académie leur propose un autre emploi. Enfin, ils exigent des postes

de surveillants supplémentaires dans le lycée. Un premier débrayage, mardi 18 septembre, avait déjà permis

de faire reculer l'administration sur le paiement des jours travaillés. Preuve encore une fois que même pour

obtenir les droits les plus élémentaires, rien ne vaut la grève.

Correspondant LO



Hôpitaux psychiatriques : 7 h 30 avec perte de repos, c'est non !

Dans les hôpitaux psychiatriques parisiens, le mouvement d'opposition engagé en juin dernier contre la direction continue. La journée de grève et de mobilisation du lundi 24 septembre a été très animée.

Dès le matin, à l'hôpital Sainte-Anne, le personnel hospitalier, toutes catégories confondues, est venu à une centaine à la table des discussions avec la direction scander : « On est là ! On est là ! Même si vous ne le voulez pas, nous on est là ! Pour la défense des repos et l'avenir de nos hostos, même si vous ne le voulez pas, nous on est là ! »

Puis la manifestation s'est déplacée à l'entrée de l'hôpital avant de faire une chaîne humaine dans les rues du quartier jusqu'à la station de métro la plus proche. Tout le long, puis pendant plus d'une heure devant la station

Glacière et sur les quais, les manifestants se sont adressés à la population avec un tract intersyndical et un tract du collectif Psychiatrie Parisienne Unifiée (PPU). Des discussions se sont engagées avec les passants. Certains disaient : « Chez nous, c'est pareil, suppression de postes et surcharge de travail », d'autres témoignaient de leur expérience du milieu hospitalier en tant que patients. Forts de ce soutien, les manifestants, de retour à l'hôpital, sont retournés crier leur mécontentement aux directeurs toujours en réunion, puis leur faire une haie de

déshonneur à la sortie.

Après un barbecue sur les pelouses, une assemblée générale a regroupé 150 personnes en début d'après-midi. Certains avaient dû retourner travailler, mais ils étaient remplacés par ceux qui avaient assuré le service minimum de la matinée. Les trois heures et demie de discussions entre direction et syndicalistes n'ont rien donné. Le directeur, sous prétexte d'égalisation entre les établissements du futur groupe hospitalier universitaire (GHU), veut toujours imposer une réduction d'horaire à 7 heures 30 par jour avec perte de RTT et d'autres repos.

Face à cette obstination, le refus de toute réduction de l'horaire journalier a été



SERGE DIGNAZIO

réaffirmé et applaudi dans l'AG. En effet, tous savent bien que sans embauche, cette réduction sera fictive puisqu'actuellement, ils sont déjà souvent obligés de déborder l'horaire officiel pour s'occuper des patients. Certains ont parlé de faire comme à Amiens, Le Havre ou Rouen, d'autres de rejoindre la manifestation du 9 octobre pour faire connaître le mouvement et être dans la rue avec les salariés des autres secteurs. La proposition syndicale de faire grève le

1er octobre, jour du passage du projet du directeur devant les instances paritaires, a été approuvée par une forêt de mains levées.

Ensuite, une partie de l'AG est allée deux fois envahir une autre réunion officielle de la direction. Après avoir essayé d'ignorer la présence et les slogans des manifestants, le directeur a fini par plier bagages pour aller faire sa réunion ailleurs, à nouveau suivi par un cortège.

À tenace, tenace et demi!
Correspondant LO

Lactalis – Craon : bactéries capitalistes

L'usine Lactalis de Craon en Mayenne, celle-là même qui est à l'origine de l'infection de lait infantile, a été réautorisée à fonctionner depuis le mois de juillet, puis autorisée à reprendre la commercialisation des laits infantiles. Toutefois la marque Milumel, qui était incriminée, a été changée et, dans un premier temps, les produits destinés à l'export...

La tour n°1, à l'origine de la contamination, a été fermée et devrait le rester. Des travaux ont été effectués dans la tour n°2, laquelle fonctionne, et des vérifications d'hygiène ont été faites. La direction dit que maintenant tout va bien.

Mais l'association des victimes n'est pas d'accord, ainsi que la revue *Que Choisir ?*, qui a porté

plainte. C'est qu'en effet, on ne connaît toujours pas les raisons de la contamination, la justice ne s'étant pas encore prononcée. Et puis, il y a cette rocambolesque affaire de l'ordinateur volé à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Seulement un seul ordinateur dans tout l'immeuble, précisément celui contenant des documents confidentiels sur cette affaire.

Et comme la justice n'a pas l'air pressé d'y voir clair, elle a confié l'élucidation de cette mystérieuse affaire au commissariat le plus proche.

Si la justice est lente, les bactéries du profit capitaliste sont beaucoup plus rapides.

André Victor

Viskase – Thaon-les-Vosges : non aux licenciements

L'entreprise Viskase vient d'annoncer 92 licenciements sur les 272 emplois de l'usine de Thaon-les-Vosges. Une usine installée depuis 41 ans qui fabrique des boyaux pour la charcuterie et dont une partie de la production serait délocalisée en Pologne.

Une fois de plus, ce qui est mis en avant par la direction et repris pas les médias, ce serait le prétendu « coût » des salaires : les médias expliquent que le taux horaire serait de 25 euros en France contre 6,30 en Pologne. Conclusion : les ouvriers coûtent trop cher. Mais personne ne pose la question de combien coûtent les actionnaires ? Combien coûtent les banques qui prêtent aux entreprises ? Combien coûtent les sociétés immobilières qui leur louent terrains ou locaux ? De cela,



MAGNUM LA RADIO

Rassemblement le 21 septembre, après une réunion avec la direction.

personne ne parle.

Choqués par l'annonce de ces nouveaux licenciements, les salariés ont fait grève. De son côté, le conseil municipal a adopté à l'unanimité une motion qui refuse les 92 licenciements et dénonce le cynisme du groupe Viskase.

En défendant leur emploi, les salariés défendent leur droit à la vie et il faudrait que les travailleurs mettent leur nez dans les comptes de toutes ces entreprises qui se disent obligées de licencier. Il y aurait bien des surprises !

Étienne Hourdin



Dans les bulletins d'entreprise

On est les champions ?

Allianz va devenir l'assureur officiel mondial des jeux Olympiques jusqu'en 2028. Bien entendu, avec ça nos salaires vont sprinter et les embauches vont faire un triple saut.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière Allianz

Tout l'inverse

En logistique, au montage, dans des équipes, la direction a récemment supprimé des postes d'achemineurs. Elle a réparti leur travail entre ceux qui restaient alors qu'il y avait déjà du boulot par-dessus la tête.

Pour nous, répartir le travail c'est pour travailler

tous et moins et non être moins pour travailler plus.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière Peugeot – Sochaux

Grosse tête

Ça bouge à la direction de l'AP-HP : le directoire passe de 9 membres à 22 membres autour du directeur général Martin Hirsch.

Ils sont maintenant 22 à réfléchir à comment nous faire passer de 22 à 9...

Extrait du bulletin Lutte ouvrière Hôpital Saint-Louis

Le coup de la panne

À Nantes, il y a quelques jours un essai de « mise au noir » de la gare a eu lieu. Cela consiste à supprimer

l'information sur les écrans de départ et d'arrivée en gare et sur les quais pour simuler une panne informatique.

La conclusion est lumineuse : les voyageurs veulent des cheminots pour les renseigner !

Pas sûr que cela suffise à éclairer... la direction.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière SNCF – Nantes

Ford – Blanquefort : manifestation contre la fermeture

Samedi 22 septembre, à l'appel de la CGT et de la CFTC de Ford, plus de 500 manifestants ont protesté dans les rues de Bordeaux contre la fermeture de l'usine de Blanquefort dans laquelle près de 900 ouvriers fabriquent des boîtes de vitesses.

En tête du cortège, aux côtés des ouvriers de l'usine qui étaient plusieurs dizaines, se trouvaient des délégations des usines Ford de Valence en Espagne et de Sarrelouis et Cologne en Allemagne. Un geste de solidarité dans la lutte largement salué par tous. Derrière se trouvaient des militants syndicaux, des délégations de partis de gauche et de nombreux militants d'extrême gauche, de la région et d'ailleurs. Cette manifestation, la troisième du genre depuis fin mars, est celle qui a regroupé le plus de monde, démontrant que Ford n'en a pas fini avec la contestation et la dénonciation de ses sales coups.

La veille, le ministre Bruno Le Maire était venu à Bordeaux annoncer qu'il n'avait pas oublié les salariés de Ford et que les négociations avec le repreneur belge Punch Powerglide étaient sur la bonne voie. Mais comme l'a déclaré le représentant de la CFTC à la fin de la manifestation, il y a tout lieu de se méfier de cette manœuvre. La moitié seulement des emplois serait concernée par la reprise. Et les travailleurs de Ford sont bien placés pour savoir ce que valent les repreneurs. Il y a dix ans, les pouvoirs publics et Ford ont déjà joué cette comédie du repreneur du site, au travers d'un fabricant d'éoliennes

qui a puisé quelques millions dans la caisse avant de faire ses valises au bout de quelques mois. En réalité, Ford avait sous-traité la fermeture avec la complicité des pouvoirs publics, ce qu'un document interne, révélé par la CGT au début de l'année, a confirmé. Le scandale était sans doute trop voyant et, après que les pouvoirs publics eurent promis d'injecter 50 millions d'euros de subventions de 2013 à 2018, Ford avait repris le site. Au passage, plus de la moitié des emplois avait été supprimée.

Aujourd'hui, Ford et le gouvernement pensent qu'ils peuvent rejouer la même partition. Punch a été évoqué dès le début de l'année 2018, avant même l'annonce officielle du désengagement de Ford. Le repreneur permet à Ford d'économiser les millions d'euros, 200 selon certains, qu'il devrait dépenser pour



licencier tout le monde. Quant au gouvernement, l'annonce du repreneur est un coup politique avec lequel il croit redorer son blason, avec l'espoir, sans doute partagé par Ford, de lanterner les travailleurs. Mais cette annonce ne doit justement pas empêcher les travailleurs de se battre. Que ce soit pour se voir garantir un emploi ou pour obtenir de meilleures conditions de départ, notamment pour les nombreux candidats à la pré-retraite, les travailleurs devront instaurer un vrai rapport de force.

Comme l'a déclaré Nathalie Arthaud dans un message de solidarité lu à la fin de la manifestation : « Aujourd'hui, comme hier, comme toujours, les travailleurs ne peuvent compter

pour sauver leur peau que sur leurs mobilisations collectives, sur la grève qui leur donne les moyens d'aller chercher le soutien des travailleuses et des travailleurs de la région. Pour faire reculer nos adversaires, le patron et les pouvoirs publics, pour être en mesure d'entraîner d'autres travailleurs pour faire la grève, il faudra bien s'unir, chacun avec ses revendications, mais tous ensemble. Les travailleuses et les travailleurs de Ford ne sont pas seuls. Nous sommes tous menacés par l'avidité et la rapacité de la classe capitaliste. C'est pourquoi le combat de ceux de Ford contre leur patron doit être le combat de tous les travailleurs. Ford ne doit pas s'en tirer comme cela. »

Correspondant LO

Fonderies du Poitou – Ingrandes : emplois menacés, la faute au diesel... ou la faute au profit ?

Vendredi 21 septembre, près de 300 travailleurs se sont rassemblés devant les Fonderies du Poitou à Ingrandes, dans la Vienne, pour manifester leur refus de voir leurs emplois sacrifiés pour les profits des actionnaires.

Les travailleurs de Saint-Jean-Industrie, la fonderie Alu en grève pour la journée, et ceux de la fonderie Fonte voisine, une fois de plus au chômage partiel ce vendredi, ont reçu le soutien de délégations d'entreprises du Châtelleraudais.

Les travailleurs s'inquiètent de la baisse de la production des carters et des culasses du fait de l'effondrement de la production de moteurs diesel, et d'une manière générale de la chute des commandes des donneurs d'ordres. Créées il

ya bientôt quarante ans par Renault, les deux fonderies ne formaient alors qu'une seule entreprise, filiale du constructeur automobile. À la fin des années 1990, Renault a vendu ses fonderies à Teksid, le groupe de fonderie de Fiat. S'en sont suivies la séparation de la Fonte et de l'Alu, puis, surtout à l'Alu, une cascade de changements d'actionnaires. Des fonds dits d'investissements pompèrent la trésorerie sans faire le moindre investissement, de Montupet dans le passé au groupe



de fonderie Saint-Jean-Industries et à 4A Industrie aujourd'hui.

La Fonte connaît depuis six mois des périodes de chômage partiel, et à l'Alu,

les volumes de production annoncés pour la période à venir sont tout à fait insuffisants pour garantir l'emploi. Entre les deux entreprises, dont Renault demeure le

principal donneur d'ordres, près de 900 emplois directs sont menacés, auxquels il faut ajouter les nombreux intérimaires, les sous-traitants et prestataires de services.

En attendant les prises de parole des militants syndicaux de l'entreprise, de la CGT-métallurgie de la coordination CGT-Renault, du PCF et de Lutte ouvrière, les discussions allaient bon train parmi les travailleurs. Beaucoup se remémoraient la longue grève de 2011 qui parvint à faire capoter le projet du patron d'alors, Montupet, qui voulait, au nom de la compétitivité, baisser les salaires de 25 %.

Les patrons prétendent que la charge de travail n'est pas suffisante pour garantir l'avenir, annonçant ainsi de probables sacrifices. Mais qui serait sacrifié ? Pas les patrons, pas les actionnaires ! Quant au groupe Renault, avec plus de cinq milliards d'euros de bénéfices pour l'année 2017, il aurait les moyens de garantir les emplois.

Comme lors de leur longue grève de 2011, les fondeurs, eux, ne pourront compter que sur leur mobilisation pour sauver leur peau.

Correspondant LO

Renault-Sandouville : pas le droit d'être malade

Dans l'usine Renault de Sandouville, près du Havre, un salarié de 23 ans, en CDI depuis deux ans, a été licencié en juin dernier pour « désorganisation du travail au sein de l'entreprise ».

Avant d'être embauché, il avait commencé intérimaire, comme des centaines d'autres jeunes, pendant de nombreux mois. Il travaillait déjà sur la chaîne de montage avec des postes répétitifs et difficiles. Il n'avait jamais

reçu de blâme ou d'avertissement, et n'a été accusé d'aucune faute au travail. Mais depuis son embauche, il avait été arrêté trois fois à cause d'une tendinite persistante, au point de se faire opérer. Une tendinite due aux cadences et aux

conditions de travail extrêmement pénibles.

Pour la direction de Renault, qu'un salarié soit en arrêt maladie n'est pas acceptable. À l'entendre, l'absence d'un opérateur sur chaîne est de nature « à désorganiser l'entreprise »... vu le manque d'effectif constant.

Le jeune travailleur a demandé à être réintégré et Renault a refusé. Pour les travailleurs et les militants

de l'usine, ce licenciement est aussi une conséquence de la loi Travail de 2016 et des ordonnances Macron de 2017. Ce type de situation se généralise depuis lors, car les indemnités accordées aux salariés licenciés de cette façon sont plafonnées, et donc faibles pour les jeunes embauchés.

Pour un patron comme Renault, licencier ne coûte pas cher.

Correspondant LO

SNCF: la partie est loin d'être terminée

Malgré l'opposition de l'immense majorité des cheminots, après plus de trois mois de mouvements de grève, le gouvernement a fait adopter et promulgué le 27 juin dernier son « pacte ferroviaire ».

Ce plan prévoit la fin du recrutement au statut cheminot à partir de 2020, l'ouverture à la concurrence dès 2019 pour les TER et en 2020 pour les TGV, et la transformation des trois établissements publics SNCF en sociétés anonymes.

Derrière cette réforme, elle-même aboutissement des précédentes réformes de 2014 et 2016, l'objectif est de faire reculer les conditions de vie, de travail, de rémunération des 150 000 cheminots. Mais c'est encore loin d'être chose faite, sur le plan juridique mais surtout sur le plan social, s'agissant de l'imposer dans les gares et les ateliers.

Avant 2016, les cheminots de la SNCF dépendaient, quel que soit leur statut, d'une réglementation fixée par décret ministériel. La convention collective nationale du Ferroviaire, apparue avec la privatisation du fret en 2003, ne concernait que les employés des entreprises privées de fret ferroviaire.

En 2014, en vue de l'ouverture à la concurrence du transport voyageurs, le gouvernement socialiste avait programmé trois niveaux de réglementation auxquels tous les travailleurs du ferroviaire seraient dorénavant soumis: un décret-socle pris par le gouvernement censé définir la base minimale, une convention collective de la branche et enfin des accords d'entreprise.

Alors que sur les 155 000 cheminots de la branche ferroviaire, 150 000 appartenaient à la

SNCF, il aurait été simple de généraliser à l'ensemble de la branche la réglementation de la SNCF. Mais ce n'était évidemment le but ni de la direction de la SNCF ni du patronat des entreprises ferroviaires qui voulaient au contraire augmenter leur rentabilité avec la peau des cheminots.

En mars 2016, un décret-socle était publié prévoyant un allongement considérable de la durée du travail et des amplitudes, ainsi qu'une diminution des repos. Dans la foulée, le patronat public et privé du ferroviaire, regroupé dans l'Union des transports publics ferroviaires (UTP), entamait la négociation de la convention collective nationale (CCN). Le 31 mai 2016,

alors que les cheminots s'opposaient par une grève reconductible à l'ensemble du plan et à la loi Travail, le volet réglementation du travail de la CCN était signé par la CFDT, l'UNSA et la CFTC, représentant un recul très important par rapport à la précédente réglementation du travail en vigueur à la SNCF. Elle s'applique depuis le 1^{er} janvier 2017 aux entreprises de la branche, mais pour l'instant elle n'affecte pas directement les cheminots de la SNCF.

En effet en mai 2016, à la même période, à l'intérieur de la SNCF, la précédente réglementation du travail était abolie et remplacée par un accord d'entreprise. Toutefois, face à la mobilisation des cheminots, le gouvernement, malgré les protestations du président de la SNCF, Pepy, jugeait plus prudent de reprendre dans cet accord l'essentiel de la

réglementation jusque-là en vigueur et non pas les dispositions régressives de la CCN.

Où en est-on aujourd'hui, après l'adoption du pacte ferroviaire? La convention collective est toujours en cours de négociation. Le 18 septembre les discussions entre patronat et syndicat reprenaient sur le volet « classifications et rémunérations ». Comme sur tous les sujets, le patronat est bien sûr à l'offensive: il souhaite instaurer et généraliser la polyvalence. Pour cela, il préconise de remplacer la classification des métiers en deux catégories seulement: ceux liés à la production et les autres, afin de pouvoir affecter les cheminots à n'importe quelle tâche. De son côté, la direction de la SNCF souhaite renégocier les accords d'entreprise. Et d'ores et déjà dans de nombreux endroits,

elle souhaite mettre fin aux usages locaux.

Juridiquement le patronat public et privé est doté, depuis l'adoption du pacte ferroviaire, d'un arsenal réglementaire pour imposer des reculs, avec la fin du statut pour les nouveaux embauchés et avec le transfert obligatoire des cheminots au privé, dans le cas de perte de marché, qui permettra théoriquement de leur appliquer la convention collective régressive.

Mais, et c'est bien le souci de tous ces patrons, il leur reste à vaincre à chaque pas la résistance collective des travailleurs du rail avant de leur imposer tout recul, avant de traduire leurs textes régressifs dans la réalité.

Et dès le 9 octobre, les cheminots pourront montrer, avec les autres travailleurs, qu'ils sont toujours là.

Christian Bernac



Manifestation à Jarnac, en Charente, en mai 2018.

SNCF Guichets: plan de suppression d'emplois

Depuis des années, la SNCF supprime des guichets et des boutiques ou réduit leurs horaires d'ouverture. Mais c'est aujourd'hui leur disparition qui est mise en œuvre au pas de charge.

Ainsi, gare d'Austerlitz à Paris, la direction vient d'annoncer aux délégués la fermeture de toutes les boutiques SNCF extérieures d'ici février 2020 et de presque tout l'espace de vente. Au total, la direction prévoit la suppression de 100 emplois au commercial en deux ans.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Gare Montparnasse, 25 postes de vente doivent être supprimés en 2019 et

35 postes sur les lignes N et U. Gare Saint-Lazare, la direction veut fermer les boutiques d'Asnières et de Madeleine, avec à la clé, la suppression de 20 à 28 postes.

À Paris-Est, il en va de même: au 1^{er} mars prochain, 13 postes seraient supprimés sur l'espace de vente et la boutique de Belleville fermerait, entraînant la suppression de sept postes.

À Paris-Nord, les guichets Grandes Lignes ont été relégués au fond de la gare ne conservant que 13 postes sur les 30 initiaux. La SNCF a dû réinstaller des gèrfiles en raison de l'affluence.

Il en va de même à l'échelle du pays

Face à ce plan de suppression massive d'effectifs, la direction propose un parcours individualisé en vue d'un reclassement. C'est au contraire une riposte collective qu'il faut organiser.

Pepy, le président de la SNCF, a revendiqué et

justifié la fermeture des guichets par l'usage d'Internet, alors que seule la moitié des billets est achetée numériquement. Et pour l'autre moitié? Pepy a répondu de façon méprisante: « Si vous ne voulez pas un billet électronique, il y a un truc qui s'appelle La Poste, ça existe depuis 200 ans. Vous vous faites envoyer votre billet par La Poste. [...] Tout le monde a un téléphone en France. On fait le 3635. Ça marche toujours. Vous avez un vendeur au téléphone. » Il a toutefois oublié de préciser qu'il s'agit d'un numéro surtaxé et qu'il faut bien souvent

attendre une semaine pour obtenir ses billets.

Des gares sans cheminots, c'est le rêve de Pepy. C'est au contraire le cauchemar de nombreux usagers, non seulement dans les lointaines banlieues, mais dans les gares TGV flamboyantes neuves comme celle de Montpellier où ils sont livrés à eux-mêmes dans la jungle des annonces de retard et d'annulation de trains.

Alors souhaitons que la colère des cheminots et des usagers devienne le cauchemar de Pepy.

C. B.

Casino : les actionnaires jouent à la roulette

Le PDG du groupe Casino a fait savoir qu'il envisage de fermer ou céder 20 de ses 110 hypermarchés Géant, jugés non rentables. Le cours en Bourse de l'action Casino a immédiatement remonté, mais aussi l'inquiétude, la stupeur et la colère parmi les salariés des hypermarchés visés.

Et l'inquiétude va bien au-delà des salariés des hypermarchés Casino. En effet, dans chaque centre commercial l'hypermarché constitue la cellule principale autour de laquelle des dizaines de magasins plus petits et aux activités multiples sont organisés en galerie. Si l'hypermarché, qui est la locomotive de l'ensemble, ferme, c'est tout le centre commercial

qui ferme, multipliant les licenciements de salariés et les faillites de commerçants bien souvent indépendants. C'est donc une catastrophe qui s'annonce dans des villes ou des agglomérations déjà lourdement frappées par le chômage.

Mais de cela, les patrons de la grande distribution se moquent totalement. Leur objectif, même s'ils vendent des biens alimentaires, n'est

pas d'assurer les besoins de la population mais d'assurer les dividendes les plus élevés à leurs actionnaires. Et chez Casino, le patron est aussi le principal actionnaire du groupe.

Jean-Charles Naouri, PDG du groupe Casino, possède 58% des actions de la société Rallye qui détient elle-même, en tant que holding financière de contrôle, 51% du groupe Casino qui comprend, outre Casino, les enseignes Franprix, Leader Price, Monoprix ainsi que le site de e-commerce C-discount.

Mais dans cette société capitaliste, il ne suffit pas d'être actionnaire

majoritaire pour contrôler la situation. Car le groupe Casino croule sous les dettes. De plus de 7 milliards d'euros, il y a trois ans, il n'a pu réduire sa dette à 3,7 milliards aujourd'hui qu'en réduisant ses activités et en vendant ses magasins dans des pays où il était fortement implanté. Mais ces ventes n'ont pas eu l'effet escompté. Elles n'ont fait que déchaîner les fonds spéculatifs qui ciblent Casino depuis plusieurs années. Tous ensemble se sont mis à jouer le cours de l'action Casino à la baisse. C'est ainsi qu'elle est passée de 52 euros début 2018 à 27 en septembre. Elle est remontée depuis à

37, mais pour combien de temps? Car l'objectif de ces fonds vautours est de faire chuter le cours le plus bas possible, pour racheter et revendre après à un certain niveau de remontée. Le groupe Casino, pour eux, c'est du casino et c'est un jeu à très gros risques.

Mais ce jeu à risques, c'est aux salariés des vingt hypermarchés Casino qu'ils le font payer avec des suppressions d'emplois programmées. Mais aussi à l'ensemble des travailleurs du groupe et au-delà en leur faisant courir le risque d'un effondrement généralisé de ses enseignes.

Philippe Logier

Hypermarché Cora - Pacé : contre l'ouverture le dimanche

Samedi 22 septembre, la moitié du personnel de l'hypermarché Cora de Pacé, dans la périphérie de Rennes, s'est mobilisée contre le projet de la direction d'ouvrir le dimanche matin à partir du 21 octobre.

Son annonce a déclenché la colère des salariés, à qui la direction en demande toujours plus. Cora emploie beaucoup de travailleurs en contrats à durée déterminée qui débouchent rarement sur des contrats à durée

indéterminée.

Ils étaient une centaine de travailleurs, sur les 200 de l'entreprise, à débrayer et à manifester dans les allées du centre commercial. Ils ont reçu des encouragements de la part de clients qui leur disaient : « Vous avez bien raison! »

Les élus locaux de tous bords se prononcent contre cette ouverture. Suite à un accord local entre les employeurs, les syndicats et les élus, un arrêté préfectoral

de 2016 interdisait l'ouverture le dimanche des grandes surfaces alimentaires de plus de 700m² pour préserver le repos dominical. Mais le tribunal administratif a annulé cet arrêté pour vice de forme. La direction de Cora cherche à profiter de cette occasion pour avancer ses pions.

Elle est tombée sur un obstacle : la mobilisation du personnel qui n'entend pas se laisser faire.

Correspondant LO



Les salariés de l'hypermarché Cora, à Pacé, font signer la pétition contre le travail du dimanche.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Coupes budgétaires : le monde du sport en colère

Le monde du sport se mobilise contre la baisse de 6% que le gouvernement veut imposer au budget du ministère des Sports. Il s'établirait alors à 450 millions d'euros, soit 0,15% du budget de l'État...

Le gouvernement veut également supprimer d'ici à 2022 l'équivalent de 1 600 emplois : il s'agit en général d'entraîneurs et de cadres techniques travaillant dans les fédérations. D'après l'AFP, ces suppressions représenteraient la moitié des effectifs. Les subventions au Centre national pour le développement du sport (CNDS), principale source de financement du sport amateur, ont dans le même temps chuté de 50%, passant de 266 à 133 millions d'euros. Enfin, ces coupes viennent alors que le gouvernement supprime des centaines de milliers d'emplois aidés ; or nombre de ces travailleurs étaient embauchés dans le sport, notamment comme éducateurs.

Le mouvement sportif a lancé une pétition, « Sport pour tous, tous pour le sport ». Et la « Fête du sport », les 22 et 23 septembre, a été perturbée, en particulier dans l'île de La Réunion, où les installations sportives étaient fermées.

« Nous demandons que le sport bénéficie de moyens à hauteur de nos apports humains, économiques et sociaux », disent les sportifs. Toutes disciplines confondues, il y aurait aujourd'hui

17 millions de licenciés en France, sans compter tous ceux qui pratiquent le sport sans appartenir à un club. Les effets bénéfiques du sport sur la santé sont soulignés par les médecins, et le sport joue également un rôle éducatif. Même si le sport populaire repose largement sur le bénévolat et l'énergie de dizaines de milliers d'éducateurs et de militants associatifs, les installations, stades, gymnases, piscines...

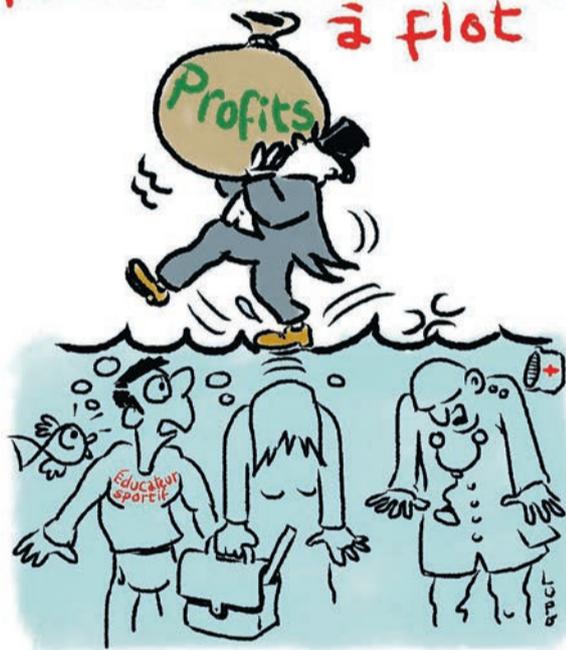
et le fonctionnement des clubs coûtent de l'argent. Or les collectivités locales, censées les financer, sont à la diète.

Macron aime prendre la pose au milieu des Bleus champions du monde. Et l'État est prêt à investir des milliards dans les jeux Olympiques de 2024. Or le principal bénéficiaire ne sera pas pour la pratique sportive populaire, mais pour les bétonneurs, les grands médias, les équipementiers, les sponsors, etc.

Les éducateurs sportifs réclament d'abord des moyens pour le « sport pour tous », à juste titre.

Michel Bondelet

Malgré la crise, les patrons se maintiennent à flot



Zemmour à la télé : propos de caniveau

Éric Zemmour gagne sa vie depuis des années en proférant sur les écrans des énormités racistes, misogynes et homophobes. Une des dernières en date, ressentie comme une gifle, sans possibilité de réponse, lui vaut une pétition sur Internet qui a déjà recueilli près de 200 000 signatures.

Sur la chaîne télé C8, filiale du groupe Vivendi dont le principal actionnaire est Bolloré, Zemmour a déclaré que le prénom de la chroniqueuse Hapsatou Sy, d'origine sénégalaise et mauritanienne, était une « insulte à la France ». Elle aurait mieux fait, selon lui, de s'appeler Corinne... Coupé à la diffusion, le passage a été posté sur les réseaux sociaux par Hapsatou Sy, qui réclame que Zemmour soit boycotté par les chaînes en raison de son incitation à la haine raciale.

Depuis, Zemmour continue sur le même mode dès

qu'on lui présente un micro. Questionné à Sud-Radio sur son nom à consonance algérienne, il s'insurge « l'Algérie n'existait pas avant la France ! ». Peu auparavant, il avait considéré que le militant communiste du PC algérien Maurice Audin, torturé et assassiné par des militaires français pendant la guerre d'Algérie, n'était qu'un « traître méritant douze balles dans la peau ». Dans un passé récent, il avait, entre autres, justifié la discrimination raciale à l'embauche, et accusé la ministre de la Justice Christiane Taubira, qui préparait

une loi contre le harcèlement sexuel, de « déviriliser l'homme blanc ».

Les propos choquants de Zemmour ne sont pas seulement stupides. Ils banalisent les trivialités répandues par l'extrême droite, celles qui cherchent à diviser et à opposer une partie du monde du travail à l'autre, les Noirs aux Blancs, les immigrés de fraîche date aux résidents plus anciens, les femmes aux hommes, etc. Ces stupidités qui « claquent » plaisent bien aux vendeurs de buzz que sont certaines chaînes peu inventives et peu regardantes sur la qualité des émissions.

Elles ne mériteraient que d'actionner la zapette, si le courant politique qui les soutient et s'en nourrit ne constituait pas un réel danger.

Viviane Lafont

Maroc : la marine tue une migrante

Pour les migrants, un nouveau pas a été franchi dans l'horreur. Mardi 25 septembre, la marine nationale marocaine a tiré sur une embarcation transportant 25 migrants en Méditerranée à destination de l'Espagne. Une jeune Marocaine de 22 ans a été tuée. Un autre, dans un état critique, a le bras amputé et plusieurs sont blessés.

Depuis quelques jours, de jeunes Marocains cherchent à fuir le pays en masse. À Martil, près de Tetouan, plusieurs centaines d'entre eux sont descendus vers la mer avec l'intention de rejoindre l'Espagne. À Casablanca, les habitants d'un bidonville ont manifesté en demandant l'asile en Espagne après la destruction de celui-ci par les autorités. Dans ce contexte, il est évident que le pouvoir a voulu terroriser ceux qui tentent de fuir le pays.

Mais cet assassinat est aussi la conséquence directe des accords honteux passés entre l'Union européenne et les pays d'Afrique du Nord pour refouler les migrants. Ainsi, en juillet dernier, un programme de 55 millions d'euros a été alloué par l'UE au Maroc et à la Tunisie afin

de protéger les frontières de l'Europe.

D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), depuis début 2018, l'Espagne a enregistré plus de 38 000 arrivées par voie maritime et terrestre. Mais les autorités marocaines ont indiqué avoir fait avorter 54 000 tentatives de passage vers l'Union européenne depuis janvier.

Quand le but est immonde, les méthodes le sont aussi. Des néo-nazis ont organisé des chasses aux migrants dans les rues en Allemagne, mais les prétendues démocraties sont les commanditaires des chasses aux migrants organisées aux frontières de l'Union européenne. Deux visages d'une même barbarie.

Christian Bernac

Harkis : tardive aumône

Quelques jours après avoir rendu visite à la veuve de Maurice Audin et avoir reconnu que la torture avait été un « système » pendant la guerre d'Algérie, Macron a décoré une trentaine de harkis et de descendants de harkis, et annoncé la création d'un fonds de secours de 40 millions d'euros. Une façon de tenir la balance égale entre la gauche et l'extrême droite.

Les harkis, ces Algériens recrutés par l'armée française comme auxiliaires dans sa sale guerre, fournissent à la droite et à l'extrême droite un thème de discours. Au fond, elles n'ont que faire du sort de ces 42 000 hommes, 90 000 avec leurs familles, rapatriés en France et laissés à leur misère. Les deux tiers des 150 000 harkis furent abandonnés sur place par l'armée française et bien souvent massacrés comme traitres. Ceux qui parvinrent à prendre le bateau furent d'abord parqués dans des camps, à Rivesaltes, au Larzac, dans le Languedoc, encadrés de près par des officiers, coupés de la population. On les dispersa peu à peu, dans des hameaux de

forestage perdus dans les bois, dans des cités Sonacotra près des villes.

Dans l'été 1975, ceux qui restaient dans les camps, à Bias dans le Lot-et-Garonne, à Saint-Maurice-l'Ardoise dans le Gard, se révoltèrent, prirent des otages et obtinrent quelques améliorations de leur situation. Certains de leurs enfants continuèrent à revendiquer que l'État français reconnaisse leurs services et les indemnise. C'est à eux principalement que Macron adresse son aumône d'aujourd'hui. Mais il y a peu de chances qu'elle fasse oublier aux enfants comment l'impérialisme français a traité leurs parents.

Vincent Gelas